

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3362 - MARDI 6 NOVEMBRE 2018

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Veille sur les produits de consommation courante



Les vendeurs du poisson au marché Total

La direction générale de la Concurrence et de la répression des fraudes commerciales a appelé, hier, ses agents à veiller sur la qualité des produits mis sur le marché pendant la période des fêtes.

« Il faut que nous anticipions sur ce qui peut arriver. Pour cela, nous ne devons pas attendre que les produits défectueux entrent dans le pays pour agir », a lancé le directeur général de la Concurrence et de la répression des fraudes commerciales, Philippe Nsondé-Mondzie, à l'adresse de ses administrés.

Page 16

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Lancement des travaux d'entretien des pistes rurales dans le Pool

Afin de faciliter l'acheminement des produits agricoles vers Brazzaville, le gouvernement a lancé, hier à Igné, les travaux d'entretien de la piste rurale sur l'axe Massa-Maty Centre-Binokina, dans le département du Pool, pour un coût de plus de 170 millions FCFA. Long de 70 km, ce tronçon qui s'inscrit dans le cadre

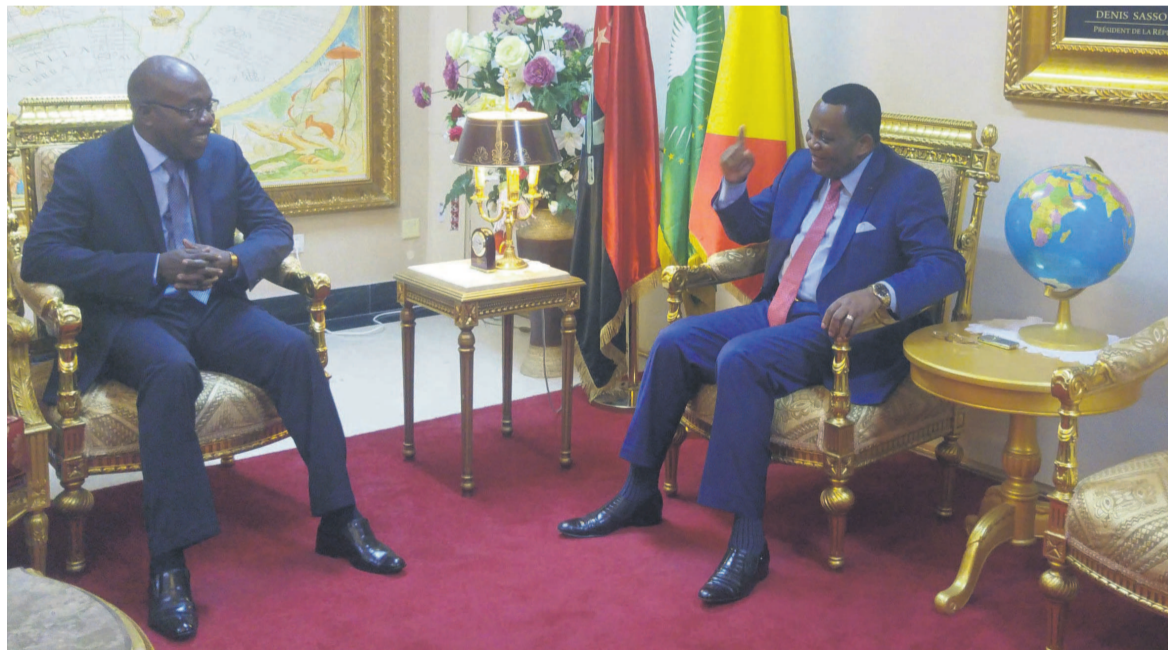


du Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale desservira environ 8000 habitants dont 7900 producteurs confrontés à des difficultés de desserte de leurs produits.

Page 3

DIPLOMATIE

L'Angola tient à revitaliser ses relations avec le Congo



Jean-Claude Gakosso s'entretenant avec Vicente Muanda

Le nouvel ambassadeur de la République d'Angola au Congo, Vicente Muanda, a

présenté hier les copies figurées de ses lettres de créances au ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Jean-Claude Gakosso.

Au sortir d'un échange avec le chef de la diplomatie congolaise, il s'est engagé à revitaliser, durant son man-

dat, les liens séculaires et d'amitié qui lient les deux pays. « Nous sommes là pour travailler ensemble avec les autorités mais aussi pour mobiliser les hommes d'affaires congolais pour qu'ils se sentent libres d'investir en Angola », a assuré le diplomate.

Page 3

Éditorial

Itinérance

Page 2

FOOTBALL

Jean Elie Ngoya sélectionneur des Diabes rouges U-23



Le technicien congolais, qui a évolué en Belgique, vient d'être désigné entraîneur de l'équipe nationale des moins de vingt-trois ans à l'issue d'une réunion du Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécocof), tenue le 3 novembre à Brazzaville. Dans la même lancée, Gaston Tsangana et Badji Mombo Wantélé ont été nommés respectivement directeur technique national et secrétaire général de la Fécocof.

Page 16

EDITORIAL

Itinérance

Alors que le président français, Emmanuel Macron, se rend aujourd'hui à Reims pour la deuxième étape de son « Itinérance mémorielle » sur les lieux emblématiques où se déroulèrent les principales batailles de la Première Guerre mondiale, il convient de rappeler, une fois encore, que les « tirailleurs » africains se trouvaient au cœur de la plupart de ces combats, qu'un grand nombre d'entre eux y perdirent la vie et que, sitôt la paix revenue, l'oubli relégué à l'arrière-plan de ce conflit planétaire les sacrifices consentis par les dizaines de milliers de soldats venus de notre continent pour défendre la liberté.

Ce rappel est d'autant plus nécessaire que cent ans après la fin d'un conflit ayant plongé le monde dans un chaos qui, loin d'avoir généré une paix durable sur le Vieux continent, provoqua vingt ans après une seconde guerre encore plus destructrice, cent ans donc plus tard l'espèce humaine n'a visiblement pas compris qu'elle doit se protéger contre la folie qui inspire certains de ses dirigeants. Et que, dans un tel contexte, ce sont bien les peuples jeunes, autrement dit les nôtres, qui peuvent faire entendre la voix de la raison aux puissants de ce monde.

Emmanuel Macron ayant fait de son « itinérance mémorielle » une sorte de chemin de croix qui s'achèvera à Paris, le 11 novembre au matin devant l'Arc de triomphe, puis l'après-midi de ce même jour avec l'ouverture du Forum sur la paix auquel participeront des dizaines de chefs d'Etat venus du monde entier, il faut espérer qu'il trouvera les mots justes pour rendre à l'Afrique l'hommage qui lui est dû. Exactement comme le fit le général de Gaulle en 1940, lorsqu'il prit la parole à Brazzaville pour dire à haute et intelligible voix sa volonté de rendre à la France, avec l'aide des Africains, sa liberté et son indépendance perdues.

Ceci est d'autant plus nécessaire que dans le monde de demain pour le moins brutal qui s'esquisse sous nos yeux, le continent sur lequel nous vivons sera certainement l'un des principaux acteurs du développement et donc de la paix comme le laisse prévoir la montée en puissance de sa masse humaine. Rendre publiquement à l'Afrique et aux Africains en ce début du mois de novembre 2018 l'hommage qu'ils méritent en raison des sacrifices qu'ils consentirent durant les deux guerres mondiales du siècle précédent ne serait que leur rendre justice et surtout leur redonner confiance.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSUMÉ GÉNOCIDE DES LARIS AU CONGO

La Copar qualifie le livre de véritable imposture

Le cartel des partis de l'opposition dite républicaine, sous la houlette de son vice-président, Chris Antoine Walembaud, est revenu longuement sur le livre publié par Dominique Kounkou, au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée, le 3 novembre, à Brazzaville.



Les responsables de la Copar lors de la conférence de presse. Photo Adiac

Publié il y a près de deux mois aux Editions l'Harmattan, en France, par Dominique Kounkou, un Congolais résidant à Paris, l'ouvrage de cent-dix pages fait état d'un prétendu génocide perpétré par le gouvernement contre les Laris, une ethnie originaire du département du Pool. Pour la Convention des partis républicains (Copar), cet ouvrage est édité dans le but de nuire au pouvoir et de semer dans la conscience collective des Congolais le venin de division et de haine. Ainsi, en toute fermeté, la Copar a fustigé l'attitude et les agissements de son auteur, Dominique Kounkou. Elle estime que le présumé génocide des Laris n'est qu'une simple intox et véritable ineptie de cet écrivain.

« Le devoir patriotique et républicain qui caractérise les partis de la Copar ne peut les laisser indifférents face à une telle œuvre de l'esprit, aux relents séditieux, pondue par un homme vivant en dehors du pays, n'ayant aucune connaissance des ré-

alités du vécu quotidien des Congolais, que Dominique Kounkou a intitulée «Le génocide des Laris au Congo» », ont indiqué ces partis dans une déclaration commune. En technicien de droit, le vice-président du Congrès pour la démocratie et la République, Hervé Icka, a affirmé que dans son œuvre, Dominique Kounkou n'a pu prouver l'existence d'un plan concerté, principe juridique de base dans un génocide, monté par le gouvernement pour accomplir ce massacre.

Ainsi, pour confondre les allégations de l'auteur, la Copar a fait l'historicité du peuple du Pool, dans laquelle elle a indiqué que les localités de Kindamba-Ngouédi et Mayama, dont Dominique Kounkou a affirmé avoir été rasées dans le cadre de ce supposé génocide, ne font pas partie de l'ethnie Lari, mais sont plutôt des Sundi-hangala et Sundi-téké.

Que la lumière soit faite sur la situation d'hystérie collective Par ailleurs, abordant les mal-

heureux événements survenus, il y a peu, dans les établissements scolaires de Nganga- Edouard, lycée Chaminade et lycée technique 1er-mai, la Copar a invité le gouvernement à faire diligence sur la recherche scientifique des causes réelles de cette hystérie collective qui a laissé la ville capitale dans l'émoi.

Analysant la sortie de crise dans le département du Pool, la Copar a salué l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités signé le 23 décembre 2017 entre le gouvernement et la partie rebelle, mais aussi la bonne exécution de l'opération de ramassage des armes qui vient de s'achever.

En dernier ressort, la Copar a demandé au gouvernement de tout mettre en œuvre pour amorcer la phase de réinsertion des ex-combattants ninjas. Notons que cette coalition des partis de l'opposition dite républicaine est actuellement dirigée par son vice-président, Chris Antoine Walembaud.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DIPLOMATIE

Le Congo et l'Angola vont revitaliser leurs relations

Le nouvel ambassadeur d'Angola au Congo, Vicente Muanda, a été reçu le 5 novembre, à Brazzaville, par le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso.

Le diplomate angolais était venu présenter les copies figurées de ses lettres de créances au chef de la diplomatie congolaise. Une occasion qui leur a permis de réitérer la volonté de raffermir la coopération bilatérale.

« Je profiterai de mon mandat au Congo pour revitaliser les liens entre nos deux pays », a confié l'ambassadeur d'Angola à l'issue d'un large échange de vue avec le ministre des Affaires étrangères. « Nous sommes là pour travailler ensemble avec les autorités mais aussi pour mobiliser les hommes d'affaires congolais pour qu'ils se sentent libres d'investir en Angola », a précisé le diplomate, ajoutant qu'il s'emploiera à dynamiser l'axe Brazzaville-Luanda pour que les gouvernements des deux parties consolident leurs relations séculaires ainsi que les liens entre les peuples angolais et congolais. Il a cité la population frontalière, notamment celle du Cabinda, Pointe-Noire (Kouilou) puis Dolisie, dans le département du Niari.

Vicente Muanda a, par ailleurs, indiqué que son pays entend également renforcer sa coopération avec le Congo dans les domaines militaire, de la police, la gendarmerie, bref de l'ensemble des forces de sécurité.

Nestor N'Gampoula



Jean-Claude Gakosso s'entretenant avec Vicente Muanda (Adiac)

CONSERVATION DE LA FAUNE

Trente-trois élèves écogardes bénéficient d'un stage civilo-militaire

La formation se déroule dans le département de la Sangha, ont indiqué, le 3 novembre aux « Dépêches de Brazzaville », le Fonds mondial pour la nature (WWF) et le projet Espace Tridom interzone Congo (Etic).

L'objectif principal du stage est de donner aux nouvelles recrues les connaissances militaires et professionnelles, de manière à exécuter promptement et efficacement le travail de protection et de conservation des ressources naturelles. « L'ampleur du braconnage qui sévit de nos jours dans notre sous-région en général et particulièrement dans notre pays, braconnage pratiqué avec des armes et munitions de guerre, la menace qu'il engendre ne pèse plus

de la faune et des aires protégées.

Les modules de cette formation ont porté sur les notions de base de différents domaines: paramilitaire, forestier, écologique, socio-économique, moral, éthique et droits de l'homme, législative, conservation de la nature, droit pénal et sur les renseignements généraux appliqués à la criminalité environnementale. Les connaissances acquises augmenteront leur capacité d'intervention et les effectifs des gardes forestiers sur les

« Le WWF cherche à renforcer ses effectifs pour plus de déploiement sur le terrain, dont un grand pourtour est transfrontalier avec le Gabon et le Cameroun », a commenté Dieudonné Patrice Parfait Ekoutouba Bobomela, coordonnateur Etic.

Ces élèves écogardes ont été sélectionnés suite à un appel à candidature lancé par les responsables du parc national de Ntokou-Pikounda. Agés d'au moins 30 ans, ils proviennent des localités de Ngbala, Pikounda, Tala-Tala, Souanké, Sembé, Ntokou et Garabizam. Leur sélection a pris en ligne de compte des aspects du genre et des minorités ethniques.

La tenue de ce stage concrétise l'engagement pris par le gouvernement en vue de garantir une gestion durable des ressources naturelles et de maintenir la sécurisation des aires protégées, par l'entremise de l'Agence congolaise de la faune et des aires protégées au Congo.

« La gestion durable de nos ressources fauniques, en vue du développement de l'écotourisme et de la diversification de l'économie nationale, est considérée parmi les points fondamentaux de la vision prospective du président de la République, Denis Sassou N'Guesso », a indiqué un conférencier lors de la formation.

Rappelons que le massif du nord Congo est considéré comme l'un des derniers bastions qui abritent les espèces emblématiques, telles que l'éléphant de forêt, le gorille à dos argenté, le chimpanzé, la panthère ainsi que le pangolin géant et autres.

Fortuné Ibara

DISTRICT D'IGNIÉ

Lancement des travaux d'entretien d'une piste rurale de 70 km

Les travaux de remise en état de la route Massa-Maty centre-Binokina, dans le district d'Ignié, département du Pool, ont été lancés le 5 novembre par le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Henri Djombo.

Estimé à plus de cent soixante-dix millions de francs CFA, le chantier est financé par le gouvernement congolais à travers le Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale (Pdac), une initiative du gouvernement congolais et de la Banque mondiale. Cette piste rurale bénéficiera à quelque sept mille neuf cents agriculteurs repartis dans au moins trente-cinq villages, afin de leur permettre d'écouler facilement leurs produits sur le marché.

En effet, le district d'Ignié est une localité à vocation agricole, puisque neuf habitants sur dix travaillent la terre. La localité est connue pour la variété des cultures qu'elle produit telles que le manioc, le maïs, l'arachide, l'ananas, le safou, l'avocat, la mangue, les légumes frais et bien d'autres produits maraichers.

Malgré la vocation paysanne, le niveau de production reste inférieur à la demande et ne permet pas d'améliorer les conditions de vie des ruraux. Il est donc fondamental de réduire le coût de transport des produits agricoles, a estimé le ministre Henri Djombo. « Il nous faut construire des routes et les entretenir durant l'année ; cela permet de baisser les prix des denrées alimentaires. Nous voulons que la commercialisation des produits agricoles soit mieux assurée ; cela passe par la construction et l'entretien des pistes rurales », a-t-il insisté.

Mais la population attend plus de la visite du membre du gouvernement. En témoigne le sous-préfet d'Ignié, Ahmed Dzanga, qui a présenté les doléances de ses administrés. Les producteurs sollicitent de la tutelle, à en croire l'autorité locale, la création d'un centre de mécanisation agricole et la distribution des intrants pour permettre aux paysans d'accroître leurs activités.

Par ailleurs, la population invite le gouvernement à intervenir afin de mettre fin au conflit qui oppose régulièrement les agriculteurs et les éleveurs. Les premiers accusent les seconds d'avoir laissé leurs troupeaux venir détruire les champs. Les éleveurs dénoncent l'agression de leurs cheptels par les agriculteurs. Mais aussi, « la création d'un marché stable à Brazzaville destiné aux producteurs du grand Maty », a plaidé le sous-préfet.

À noter qu'après le lancement des travaux d'entretien de la piste rurale Massa-Maty centre-Binokina, d'autres départements du pays vont bénéficier du même programme. L'accord de financement relatif du Pdac prévoit cette année d'entretenir 500 km de routes rurales en plus de mille nouveaux kilomètres qui seront réhabilités dans les zones où seront financées les activités agropastorales et halieutiques.

La cérémonie de lancement des travaux s'est déroulée en présence des autorités locales, du coordonnateur du Pdac, des partenaires au développement, de la délégation de la société CP en charge des travaux, des cadres du ministère de l'Agriculture ainsi que des bénéficiaires.

Fiacre Kombo



Les stagiaires et les autorités locales / Adiac

seulement sur la faune sauvage mais aussi et désormais, sur la paix et la sécurité de nos Etats. Depuis près de dix ans, on parle même désormais du terrorisme environnemental », a indiqué Frédéric Lambert Bockandza-Paco, directeur de l'Agence congolaise

sites du projet Etic, de l'unité de surveillance anti-braconnage Tala Tala Jua-lkié, du parc national de Ntokou Pikounda et des corridors de migrations transfrontalières des grands mammifères du complexe transfrontalier de la trinationale Dja-Odzala-Minkébé.

APPEL D'OFFRE : 004/UAL/AIRD/CPD/2018 Concerne : CONSTRUCTION D'UN FORAGE MECANIQUE A MOUALE ET A BETOU

1 - Contexte et justification

African Initiatives for Relief and Development (AIRD) en sigle, Organisation Internationale, non Gouvernementale à but non lucratif et partenaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) en République du Congo, lance un avis d'appel d'offre pour la sélection des personnes physiques ou morales devant procéder à la construction des forages mécaniques dont un (1) à Mouale et trois (3) à Betou dans le département de la Likouala.

2 - Mission Générale

Faire une meilleure proposition qualitative et financière et livrer à AIRD des forages aux spécifications techniques désignées ci-dessous.

3 - modalités d'intervention

Les offres soumises doivent avoir une validité de quarante-cinq (45) jours sans avoir à modifier les prix des prestations.

4- Qualification/Critères de sélection

a)-Normes administratives

- Faire montre d'une bonne probité morale
- Etre une personne physique ou morale reconnue dans la réalisation des travaux y afférant avec une adresse vérifiable
- Si possible, fournir une fiche de présentation sommaire de l'entreprise (forme juridique, expérience dans le domaine avec références précises sur des marchés antérieurs similaires, situation géographique)
- Avoir un compte domicilié dans une banque en République du Congo au nom de l'établissement ou de l'entreprise
- Former une équipe technique des réfugiés capables de faire de la maintenance et entretiens techniques après installation de la pompe.
- Faire des propositions des prix conséquentes et raisonnables.

b)-Normes techniques :

b-1). Forassions :

L'atelier de forage proposé par le prestataire doit être muni d'une pompe d'injection permettant l'addition de la mousse lors des travaux, ainsi que le nettoyage régulier du trou de forage par l'eau.

Le prestataire doit disposer des instruments néces-

saires au contrôle de routine de la qualité des boues (la viscosité et la densité). Ce contrôle doit intervenir toutes les heures et être consigné dans un cahier de chantier.

Points importants à suivre et à rapporter

- Heure de mise en station de l'atelier
- Date et heure du début des travaux de forassions,
- Nature et épaisseur des couches rencontrées (S'assurer que l'échantillonnage des terrains traversés sont effectués, marqués et conservés dans une caisse en bois ou toutes autres matières pour des analyses ultérieures);
- Examen de la granulométrie des terrains encaissant de l'aquifère.
- Vitesse d'avancement (par ml)
- Mode de forassions, outil, fluide, diamètre,...
- Incidents survenus sur le chantier

b-2). Equipements

Les tubes et crépines en PVC proposés par le prestataire doivent être rigides de pression normale d'au moins 10 bars. Ils doivent être vissés sans manchons en longueur de 4 mètres comme indiqué, avec un visage trapézoïdale.

La pause des crépines sur les tubes devra être celui de l'usine et doit avoir des ouvertures des fentes de 0,5 mm pour la zone de la LIKOUALA.

La base de la colonne de captage comportera un tube de décantation de 4m de longueur obturé à sa base par un bouchon de pied en PVC ou en ciment.

En surface, la colonne devra dépasser le terrain naturel de 0,5m et doit être obturé par un bouchon provisoire.

Au terme de la pose de la colonne de captage, l'espace annulaire sera comblé jusqu'à 10m au-dessus du niveau de la dernière crépine avec du gravier de quartz roulé de granulométrie adaptée 0,75 à 1mm tenant compte des fentes 0,50mm adaptées.

L'emploi de rochers concassés et de gravier même partiellement latéritique ne saura être tolérable en aucune manière.

Un bouchon étanche en pellets d'argiles doit être mis en place au-dessus du niveau de gravier, sur une hauteur d'au moins 1 mètre.

Le reste de l'espace annulaire peut être comblé à l'aide des délaies de forage jusqu'à une profondeur de 5 mètres du niveau du sol et cimenté sur cette hauteur à l'aide d'un coulis de ciment dose à 25 litres d'eau par sac de 50 Kg de ciment.

En cas de chute d'équipement le prestataire doit obligatoirement au repêchage et reprendre un nouvel équipement.

Le centre à utiliser doit être de type acier inoxydable ou en PVC placés tous les dis (10) mètres tout au long du tubage. Tout centreur abimé ou présentant un défaut doit être refusé

b-3) Développement

La durée du soufflage doit au minimum être de 6 heures et l'opération doit être poursuivie, si nécessaire, jusqu'à l'obtention d'une eau claire exempte de particules sableuses ou argileuses.

Au cours du développement, le débit doit être mesuré toutes les 15 minutes et en cas d'utilisation d'une colonne simple, le niveau d'eau doit être mesuré avant le début du soufflage et immédiatement après l'arrêt.

Dans le cas d'un air lift exécuté à l'aide d'une double colonne (air /eau), vous devez mesurer simultanément toutes les 10 minutes le débit et le niveau d'eau. A la fin du développement procède systématiquement à la désinfection du forage à l'aide de chlore.

Un essai de pompage doit être conduit, dans tous les cas ou pour cette opération le prestataire doit disposer d'un groupe électrogène avec une pompe immergée (0,75 HP) permettant l'exhaure de 20 m /h à 30 m jusqu'à 10m3/h à 70 m.

L'essai de pompage doit intervenir au minimum 1 à 2 jours après le développement pour permettre à la nape de se reconstituer.

L'essai de pompage et l'interprétation des résultats doit conduire à la détermination des caractéristiques du forage à savoir :

- La profondeur totale
- La profondeur statique
- Le niveau dynamique
- Le débit d'exploitation

Le forage ne sera définitivement déclaré positif et réceptionné qu'après l'essai de pompage dûment rapporté. Profondeur max : 60m

5- Analyse d'eau

Un échantillon d'eau de volume suffisant doit être prélevé par le prestataire à la fin de pompage d'essai pour analyser à ses frais auprès d'un laboratoire agréé par l'état. Cette analyse portera au moins sur les éléments suivants :

- Teneur en Ca, K, Mg, HCO, CaCO3, SO4, Cl, NO2, NO3, NH4, et Fe;

• Les paramètres physiques PH, turbidité, Conductivité à 25°C, saveur peuvent être mesurés sur le terrain au moment de la forassions.

Comme indiqué plus haut une désinfection doit être effectuée immédiatement après le développement par conséquent l'analyse bactériologique n'est pas nécessaire.

Le forage sera mis en exploitation uniquement si les paramètres ci-dessous répondent aux normes de la potabilité de l'eau pour la consommation humaine. Après le forage, il y aura la construction de la margelle, le canal d'évacuation d'eau et le puits perdu ainsi que la visibilité.

6- Condition de paiement

Les services, objet de la présente manifestation seront payés après livraison totale de l'ouvrage et formation de l'équipe devant assurer les entretiens périodiques. Les paiements seront effectués par chèque au plus tard quinze (15) jours après la réception complète de l'ouvrage avec un accusé réception du client.

• Procès-verbal de fin des travaux dûment signé et cacheté par l'équipe AIRD de Belou

• Facture

• Bon de réception signé et cacheté avec la mention (reçu conforme aux spécifications techniques demandées)

• Bon de commande

7- Procédures de sélection/Evaluation des offres

• AIRD, vérifiera si les offres sont conformes dans la forme et le fond au regard des critères et autres conditions fixées ci haut. AIRD se réserve le droit de rejeter toute offre jugée non conforme.

8- Dépôt des offres

Les offres devront être anonymes, adressées au Directeur Programme Pays AIRD avec la mention « Avis à la Manifestation d'Intérêt Numéro 004/AIRD/UA/CPD/2018 et déposées en copie dure au plus tard le 16/11/2018 Sous pli fermé à l'adresse se trouvant en bas de Page.

Fait à Brazzaville, le 02 novembre 2018

Directeur Programme Pays
Amadou SIDIBE

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée
du Bassin du Congo

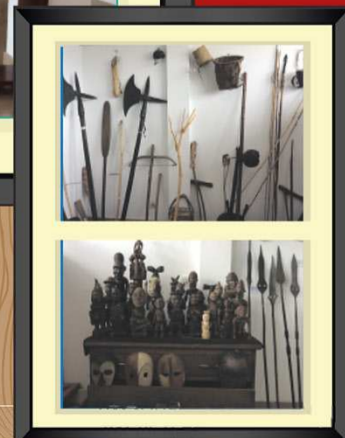
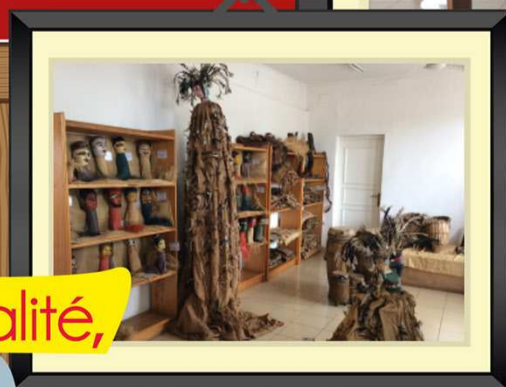
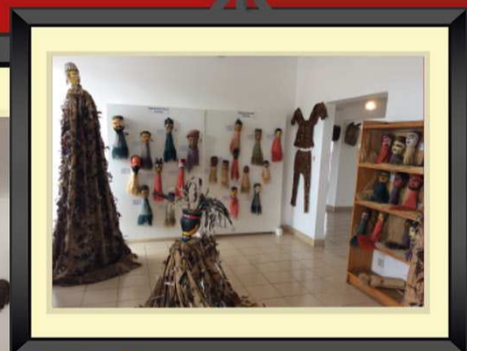
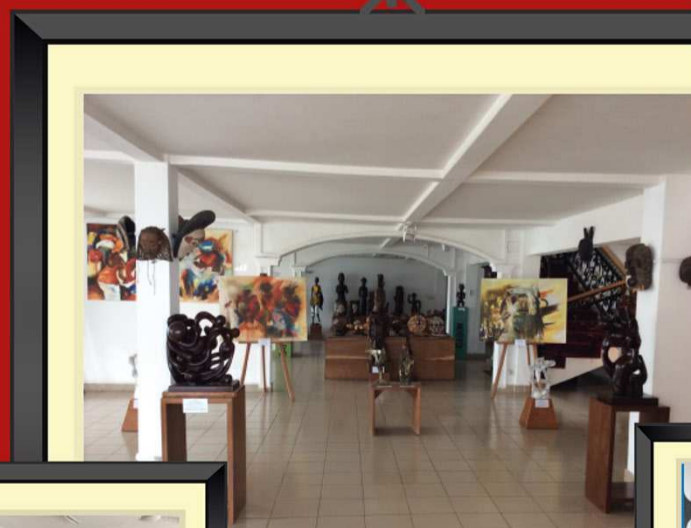
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

EDUCATION

Juste Désiré Mondelé encourage les responsables des écoles de Ouenzé 1

En guise de félicitation, le député de la première circonscription électorale du cinquième arrondissement de Brazzaville a offert, le 3 novembre, du matériel didactique aux responsables de plusieurs établissements scolaires publics et privés de cette partie de la ville.

Composé, entre autres, des registres, règles, équerres, boîtes de craie et papiers rame, le don est destiné au lycée de la Révolution, lycées techniques commercial et industriel 5-février, aux écoles primaires Pierre-Ntsiété A et B, Immaculée conception, Lheyet-Gaboka A et B. Au niveau du collège, Juste Désiré Mondelé a ciblé les CEG Gampo-Olilou A et B, Pierre-Ntsiété, Lheyet-Gaboka. Quant au secteur privé, les bénéficiaires sont l'Ecole Bilingue, la Fondation Guillaume et l'école privée Saint Expédit.

En effet, à travers ce geste, le député de Ouenzé 1 a voulu faire passer un message de soutien et de solida-

rité aux responsables de ces écoles afin qu'ils puissent améliorer leurs performances cette année. « Je voudrais vous féliciter pour des résultats excellents que notre circonscription scolaire a réalisés

aux examens d'Etat, notamment le Brevet d'études du premier cycle, le Brevet d'études techniques et le baccalauréat général et technique. C'est le mérite des encadreurs que vous êtes, c'est aussi de la responsabilité des élus que nous sommes, parce que dans la « Marche vers le développement » il y a une place de choix pour l'éducation de la jeunesse », a expliqué Juste Désiré Mondelé. Le conseiller spécial, chef du département politique du président de la République, a souligné la nécessité de soutenir l'école qui n'est plus seulement l'affaire de l'Etat ni des ministres en charge de l'Enseignement. L'école éloigne, a-t-il dit,



Photo de famille avec les apprenants Adiac de jeunes. « Merci à l'honorable pour tout ce qu'il a fait en nous offrant cette formation gratuitement pendant trois mois », a indiqué Desti Bileki, jeune apprenant. Profitant de la présence des responsables des écoles à son siège, Juste Désiré Mondelé a sollicité leur apport dans cette série de formation qui est encore à sa première promotion. Ainsi, il compte surtout sur l'école Bilingue dans l'élargissement éventuel des modules de formation.

Parfait Wilfried Douniama

qui comprend également le CEG Gampo-Olilou A et B.

« C'est aussi une façon, un moyen pour nous de témoigner de notre soutien, de dire aux responsables de ces établissements qu'ils ne sont pas seuls, à côté d'eux, il y a des élus pour encadrer les enfants, pour soutenir l'enseignement et surtout pour éviter que les phénomènes comme « les bébés noirs et Kuluna » puissent venir impacter sur le bon train quotidien de l'école », a-t-il poursuivi.

Des certificats d'aptitude professionnelle pour des jeunes

Cette cérémonie a été couplée avec la remise des certificats de fin de formation en bureautique et informatique aux jeunes. En effet, cette formation qui s'est déroulée du 21 février au 21 mai, à la permanence parlementaire du député dénommée « Maison du citoyen », a été animée par le cabinet d'orientation académique et de formation professionnelle Ndag-consulting et a rassemblé près d'une dizaine

« Merci à l'honorable pour tout ce qu'il a fait en nous offrant cette formation gratuitement pendant trois mois »

de l'oisiveté et du chômage. Selon lui, la circonscription scolaire de Ouenzé abrite actuellement l'un des très beaux établissements du pays, voire d'Afrique centrale, notamment le lycée de la Révolution

de l'oisiveté et du chômage. Selon lui, la circonscription scolaire de Ouenzé abrite actuellement l'un des très beaux établissements du pays, voire d'Afrique centrale, notamment le lycée de la Révolution

ANNÉE ACADÉMIQUE 2018-2019

Le Casp rouvre la formation des techniciens de la statistique

La reprise des cours dans l'établissement, le 5 novembre, a été marquée par la relance de la formation des élèves ayant un niveau minimum de la classe de première ou un Brevet d'études professionnelles (BEP) scientifique.

Après trois ans d'interruption, le Centre d'application de la statistique et de la planification (Casp) a renoué, cette année, avec la formation des techniciens de la statistique et de la planification. Sur vingt-quatre candidats présentés, dix élèves ont été admis à suivre cette formation. Celle-ci avait été suspendue à cause du niveau jugé « très bas » des élèves, a souligné le



Vue d'une salle de classe Adiac

« Lorsqu'on a formé, on souhaite qu'ils exercent. Parce que nous sommes conscients que l'Etat ne peut pas résorber le chômage, nous leur donnons des outils en termes de profil de formation et des conseils pour qu'ils cherchent du côté du secteur privé »,

directeur général du centre, Gaspard Symphorien Mbou Likibi.

La formation au Casp se fait à travers deux sections. Pour l'obtention d'un diplôme de technicien supérieur de la statistique et de la planification (section I), la durée est de deux ans, pendant qu'elle est d'une année pour celui de technicien de la statistique et

de la planification (section II) sans baccalauréat. L'année en cours, l'établissement - qui compte au total soixante-six étudiants - en a accueilli quarante-cinq toutes sections confondues.

Dans le cadre du perfectionnement des agents et cadres des secteurs publics, parapublics et privés, le Casp organise chaque année des forma-

tions sous forme de modules dans de nombreux domaines, ouvrant ainsi plusieurs débouchés. « On prépare les étudiants à ne pas compter seulement sur la fonction publique. On s'arrange à leur donner des outils pour qu'ils soient compétents. Ils sont donc orientés en fonction des besoins du marché du travail », a affirmé le directeur

général du centre. L'Etat étant le premier pourvoyeur d'emploi au Congo, le Casp ne comptait que sur l'administration publique pour l'emploi des statisticiens. Depuis, cinq promotions sont au chômage, soit environ deux-cents professionnels, indique Gaspard Symphorien Mbou Likibi. « Lorsqu'on a formé, on souhaite qu'ils exercent. Parce que nous sommes conscients que l'Etat ne peut pas résorber le chômage, nous leur donnons des outils en termes de profil de formation et des conseils pour qu'ils cherchent du côté du secteur privé », a-t-il expliqué, très préoccupé.

Dans les années à venir, le Casp entend revoir son programme scolaire, puisque celui en cours date de 1983. Afin de donner une nouvelle dynamique, une année supplémentaire sera ajoutée à toutes les formations. Un défi, certes, pas facile à relever.

Josiane Mambou Loukoula

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

L'Institut Confucius ouvrira sous peu une antenne à Pointe-Noire

Objet d'une forte demande, la structure créée en 2012 suite à la signature d'un accord de coopération avec l'université de Jinan, en Chine, disposera, à compter de janvier prochain, d'une antenne qui sera érigée dans l'enceinte du CEG Félix-Tchicaya.



Le directeur de l'Institut Confucius de l'Université Marien-Ngouabi, Antoine Ngakosso, a donné récemment l'information lors de la visite d'une délégation du bureau provincial de Henan, conduite par son directeur général adjoint, Diao Yuhua. En effet, se félicitant de cette visite qui témoigne de l'intérêt que la Chine accorde à l'Institut Confucius, il a indiqué que les jeunes congolais s'intéressaient de plus en plus à la langue chinoise. « Nous atteignons pour la première fois, depuis sa création, mille apprenants pour l'année 2018, donc nous sommes dépassés du point de vue logistique. Il n'y a pas assez de salles de classe. Je profite de cette occasion pour annoncer que nous comptons procéder, en janvier 2019, à l'ouverture d'une antenne Confucius à Pointe-Noire, au CEG Félix-Tchicaya. Donc, pour ceux de Pointe-Noire, qu'ils ne s'inquiètent pas, en janvier nous commencerons nos activités là-bas », a annoncé Antoine Ngakosso.

Cet engouement des jeunes congolais a été saluée par la partie chinoise qui pense que cela témoigne de l'amélioration et du renforcement de la coopération entre les deux pays chaque jour. « De plus, les jeunes congolais veulent de plus en plus aller étudier en Chine avant de revenir construire leur propre pays. Ils sont enthousiastes. S'agissant des salles de classe, pour le moment, nous essayons de trouver d'autres espaces mais pour le futur, nous allons fournir des efforts pour construire un bâtiment destiné à l'Institut Confucius, je pense que ce sera très possible », a, de son côté, souligné le co-directeur de l'institut, le Chinois Yongkang Wang. Le chef de la délégation chinoise s'est, quant à lui, exprimé en ces termes : « Je suis tellement content d'être ici à l'Institut Confucius de l'Université Marien-Ngouabi, surtout quand je vois beaucoup de jeunes qui apprennent la langue chinoise. Je pense que c'est une bonne chose pour la coopération entre les deux pays. Ici, on forme des jeunes cadres », a déclaré Diao Yuhua, après la visite. Notons que l'Institut Confucius de l'Université Marien-Ngouabi est composé de deux directeurs dont un autochtone et un chinois. Les deux représentent les deux universités impliquées dans la gestion de l'institut. Le directeur local est hiérarchiquement supérieur à son homologue chinois. Cet institut offre une formation permanente en langue chinoise à tous ceux qui y désirent. Comme ailleurs, les instituts Confucius participent aux échanges humains et culturels entre la Chine et les autres pays du monde, contribuant ainsi à l'établissement des coopérations académiques et à la promotion de la connaissance des universités chinoises.

Parfait Wilfried Douniama

AFRIQUE

La Mauritanie exclue de l'Agoa pour pratique d'esclavage

Le président américain, Donald Trump, a informé le Congrès et le gouvernement de la Mauritanie qu'il mettait fin à l'admissibilité de leur pays aux avantages en matière de préférence commerciale en vertu de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques en Afrique (Agoa), à compter du 1^{er} janvier 2019.

Après un examen annuel d'éligibilité, le président américain a indiqué que la Mauritanie n'était pas en phase avec les exigences de l'Agoa.

Le décret signé par Donald Trump, publié le 5 novembre par le Bureau américain en charge du commerce, met en cause les pratiques de travail forcé et l'esclavage moderne.

La décision a été prise au terme d'une revue annuelle qui établit que la Mauritanie ne progressait pas suffisamment dans la mise en place de la protection des droits des travailleurs internationalement reconnus.

« La Mauritanie ne respecte pas les critères d'éligibilité de l'Agoa. En particulier, la Mauritanie n'a pas progressé dans la lutte contre le travail forcé, précisément contre le fléau de l'esclavage héréditaire. En outre, le gouvernement mauritanien

continue à limiter la capacité de la société civile à travailler librement pour résoudre les problèmes liés à la lutte contre l'esclavage », indique le document. « Les pratiques de travail forcé ou obligatoire telles que l'esclavage héréditaire n'ont pas leur place au XXI^e siècle », a commenté le représentant adjoint du commerce des États-Unis, C.J. Mahoney.

Cette action, a-t-il expliqué, est la preuve que l'administration Trump est déterminée à mettre un terme à l'esclavage moderne et à appliquer les dispositions relatives au travail dans les lois américaines et accords commerciaux. « Nous espérons que la Mauritanie travaillera avec nous pour éliminer le travail forcé et l'esclavage héréditaire afin que son éligibilité à l'Agoa soit rétablie à l'avenir », a souhaité C.J. Mahoney.

Par ailleurs, l'annonce du bureau américain du commerce a prévenu que les États-Unis vérifieront de temps en temps si la Mauritanie continue de progresser dans la protection des droits des travailleurs internationalement reconnus.

Créé en 2000 par Bill Clinton, cet accord commercial permettait à la Mauritanie d'exporter à prix avantageux, vers les États-Unis, principalement des produits énergétiques. Mais Nouakchott était surveillé de près sur la question de l'esclavage aboli en 1981. Sa pratique n'est punie par la loi que depuis récemment et des centaines de milliers de personnes sont toujours victimes de cette exploitation.

Selon Donald Trump, la Mauritanie pourra, plus tard, être réintégrée à l'Agoa, si des progrès sont constatés.

Yvette Reine Nzaba

Découvrez les nouveaux défis du monde de la finance africaine

HORS-SÉRIE N° 49

jeuneafrique

FINANCE

LE CLASSEMENT DES 200 PREMIÈRES BANQUES AFRICAINES

ENQUÊTE Comment l'IGI gère la crise de gouvernance

SÉRIAM-SANLAM Expansion, synergies, performances... L'attribution de la maîtrise du siècle ?

TECHNOLOGIES La blockchain à la conquête du Maghreb

Retour en force

Le capital-investisseur Sofiane Lahmar et l'assureur Jean Kasou Glogu ont été au cœur de deux des plus grosses opérations de l'année. Quel dynamisme retrouvé du secteur financier africain. Une embellie durable ?

DISPONIBLE DÈS MAINTENANT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU EN ÉDITION DIGITALE

Téléchargez l'application Jeune Afrique - Le Magazine

App Store Google Play

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

ELECTIONS DE MI-MANDAT AUX ETATS-UNIS

Un duel à l'issue incertaine

Le scrutin du 6 novembre concerne les deux chambres du Congrès américain et devrait permettre à l'ensemble des quatre cent trente-cinq sièges de la Chambre des représentants d'être renouvelés ainsi qu'un tiers des cent sièges du Sénat.

En attendant le déroulement du vote, des analystes sur place notent qu'une grande incertitude demeure comme en témoignent les derniers sondages des duels encore extrêmement indécis. Ils soutiennent ce point de vue même si les démocrates gardent l'avantage pour le contrôle de la Chambre des représentants et les républicains pour le Sénat.

Les élections américaines de mi-mandat sont importantes en ce sens qu'elles peuvent empêcher au président d'agir et d'appliquer le programme pour lequel il a été élu deux ans plus tôt. Et lorsqu'on considère l'histoire des Etats-Unis, l'on remarque que depuis l'installation d'un bipartisme démocrate-républicain dans les années 1910, le parti au pouvoir a presque toujours perdu des élus lors du vote qui tire son nom du fait qu'il inter-

vient à la moitié du mandat quadriennal d'un président et scande toute sa politique intérieure.

C'est pour avoir compris l'enjeu de ces élections que Donald Trump s'est jeté en plein dans la campagne électorale, comme rarement un président américain ne l'avait fait auparavant. Il a pris un tel engagement sachant que l'issue du scrutin sera déterminante pour les deux dernières années de son mandat. « *Je ne suis pas sur le bulletin mais en fait si, parce que c'est aussi un référendum sur moi* », a déclaré le milliardaire, convaincu de la menace d'une paralysie et d'une kyrielle d'enquêtes parlementaires contre lui si les démocrates reprennent la Chambre. Dans la même optique, il redoute le blocage de ses nominations juridiques et le spectre d'une

procédure de destitution si ces derniers arrachent aussi le Sénat.

Dans le but de mobiliser les électeurs, Donald Trump a multiplié les annonces, comme celle de l'envoi de milliers de militaires à la frontière avec le Mexique au moment où des migrants fuyant l'Amérique centrale s'approchaient de ce pays. « *C'est une invasion* », a-t-il martelé depuis la Maison-Blanche, en déclarant qu'il signerait un décret sur l'immigration, sans plus de précisions.

Le président américain s'est particulièrement appesanti sur ce sujet, sachant qu'il arrive en tête des préoccupations des électeurs républicains. Ce qui était très important pour lui après s'être agacé publiquement de voir la bonne « dynamique » des républicains ralentir dans les sondages après l'envoi de colis piégés à plusieurs personnalités démocrates. Malgré cela, l'ancien homme d'affaires espère que ses multiples mee-

tings de campagne et autres interventions vont contrer l'élan démocrate. « *Ça va très bien pour nous au Sénat et je pense que ça marche très bien pour nous à la Chambre* », a-t-il affirmé.

Du côté des démocrates, l'optimisme est tout aussi affiché. « *Nous allons gagner (...). Les démocrates vont remporter la Chambre* », a lancé leur chef à la Chambre, Nancy Pelosi, qui n'écarte pas la possibilité de reprendre la majorité au Sénat et de dominer dans la course aux postes de gouverneurs.

Malgré ce qu'augurent les deux composantes du Congrès, les derniers sondages dénotent au contraire une grande incertitude. Pour l'heure, on sait que les républicains détiennent une très courte majorité au Sénat (51-49) alors que les démocrates font face à une équation extrêmement difficile. En effet, si un tiers des sièges est renouvelé tous les deux ans de chaque mandat présidentiel, cela n'est pas le cas cette fois, puisqu'ils doivent dé-

fendre vingt-six des trente-cinq sièges en jeu, dont plusieurs dans des Etats qui ont largement voté pour le républicain Donald Trump, en 2016.

Au niveau de la chambre des représentants, une trentaine d'élections est encore trop serrée pour qu'un vainqueur émerge avec certitude, même si les sondages donnent l'avantage aux démocrates, portés par une grande mobilisation. Les préférences électorales du site FiveThirtyEight leur donnent six chances sur sept d'emporter la chambre basse. En revanche, la dynamique s'inverse totalement pour le Sénat, avec six chances sur sept pour une majorité républicaine. De même, un sondage Fox News portant sur cinq Etats très disputés montre aussi une grande incertitude concernant le Sénat. Quant aux trente-six sièges de gouverneurs en jeu, l'on prévient que les élections s'annoncent également extrêmement serrées.

Nestor N'Gampoula

NIGER

Nouvelle rupture du dialogue entre le pouvoir et l'opposition

A peine repris il y a moins d'un mois, le dialogue politique est de nouveau au point mort dans le pays.

L'opposition a décidé de se retirer depuis jeudi dernier des travaux du comité ad hoc mis en place par le Conseil national du dialogue politique (CNDP) du Niger, pour proposer des amendements au code électoral, ont annoncé ses représentants vendredi, à Niamey.

Lors d'une conférence de presse animée pour expliquer les raisons de leur retrait des travaux, les représentants des partis leaders de l'opposition, dont le Moden-Fa Lumana, MPN Kishin Kassa et le Rassemblement démocratique républicain Tchandji, ont évoqué les points qui bloquent les travaux du dialogue.

Cette nouvelle rupture est considérée comme un coup de massue au sein d'une bonne partie de l'opinion pu-

blique nigérienne qui espérait une réelle chance à la relance du dialogue politique longtemps rompu entre le pouvoir et l'opposition, notamment au sein du CNDP.

Pour rappel, depuis 2016, les travaux du CNDP - un cadre national pour le règlement des litiges politiques, précisément les questions électorales - étaient boycottés par l'oppo-

politique. Les points de la discorde sont relatifs à la composition de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), à son fonctionnement et à certaines dispositions sur les conditions d'éligibilité.

Après une longue période de crise, l'opposition et le pouvoir ont décidé, en début du mois d'octobre dernier, de s'entendre sur une révision du code électoral.

Cependant, l'opposition a décidé de se retirer de nouveau

sur certains articles qui lui paraissent «fondamentaux», ont précisé les représentants de l'opposition.

La non validation de ces propositions «ne garantit plus un déroulement démocratique des prochains scrutins» au Niger, ont-ils noté.

Parmi les articles du code électoral qui constituent la pomme de discorde, figure notamment l'article 8, qui exclut toute personne condamnée à un an de prison des compétitions électorales, ce qui disqualifie d'office l'opposant Hama Amadou (du parti Moden-Fa Lumana), ancien président du parlement et principal adversaire politique du président nigérien, Mahamadou Issoufou. Hama Amadou a été condamné à un an de prison dans une affaire des « bébés importés » et est actuellement en exil en France. Le vice-président du Mo-

den-Fa Lumana, Soumana Sanda, intervenant le 3 novembre sur une radio étrangère, a demandé que les négociations politiques nationales nigériennes soient rouvertes, principalement sur ce point, ainsi que l'article 12 (relatif à la composition de la Céni) et l'article 81 (relatif à la composition des bureaux de vote).

« *Notre souhait est que ces trois articles puissent connaître des traitements qui permettent à l'ensemble des Nigériens de concourir librement et de participer à l'organisation des élections futures* », a-t-il fait savoir.

Or, certains partis de la majorité ont estimé que si le pouvoir accepte de discuter des exigences de l'opposition, « *l'heure n'est pas aux attermoissements* », d'autant que le temps presse pour la préparation des prochains scrutins.

Xinhua

« Notre souhait est que ces trois articles puissent connaître des traitements qui permettent à l'ensemble des Nigériens de concourir librement et de participer à l'organisation des élections futures »

sition protestant contre certaines modifications de la loi électorale sans un consensus

des travaux après un « refus du gouvernement d'accepter ses propositions faites

OFFRE D'EMPLOI

Pour son développement, MBTP, la société de Bâtiment et travaux publics, recrute un Comptable fournisseur.

Mission et activités : Gérer les relations avec les fournisseurs de l'entreprise, et enregistrer les opérations comptables afférentes.

Profil : Bac + 2 minimum

Dossier : CV, Lettre de motivation au format.doc.

Dépôt de candidature :

Mail : info@mbtpsa.com

Tel : BZV 05 304 63 92

Date limite de dépôt des candidatures : 20 Novembre 2018.

ORGANISATEUR



PARTENAIRES



3^{ème}
Edition

**" CONCOURS DE PRÉSENTATION
DE PLANS D'AFFAIRES
POUR START-UPS "**

**15 Novembre 2018
à partir de 16H au**



SPONSORS



PARTENAIRES MEDIA



HOMMAGE

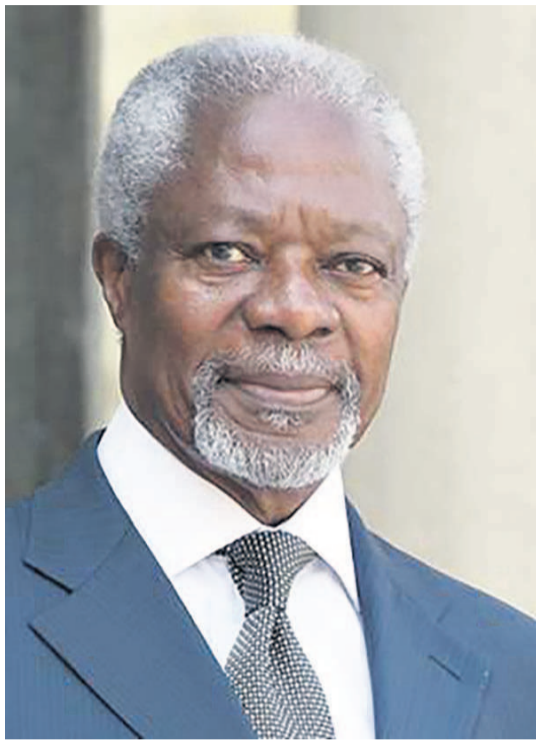
L'Union africaine veut perpétuer la mémoire de Kofi Annan

Le parlement panafricain, organe consultatif de l'organisation panafricaine, a annoncé, le 2 novembre, avoir adopté une résolution prévoyant des commémorations annuelles en reconnaissance aux contributions apportées par feu l'ex-secrétaire général des Nations unies, décédé le 18 août 2018.

Le président du parlement panafricain (PAP), Roger Nkodo Dang, a fait l'annonce à la clôture de la première session ordinaire de deux semaines du cinquième parlement panafricain à Kigali, capitale du Rwanda. Il a précisé que cette résolution serait transmise l'année prochaine à l'Assemblée de l'Union africaine (UA) en Éthiopie pour approbation. Une fois cette résolution

adoptée, les commémorations annuelles mettront en valeur l'héritage diplomatique de Kofi Annan et sa défense du droit humanitaire, selon le PAP.

Le parlement a également présenté d'autres résolutions adoptées par les députés lors de cette session, comprenant celles sur une harmonisation des lois protégeant les personnes souffrant de handicaps en



Afrique et appelant les pays à adopter des législations strictes pour lutter contre la corruption et les crimes associés.

Cette session s'est ouverte le 22 octobre, avec pour thème, « Rempporter le combat contre la corruption : une voie durable vers la transformation de l'Afrique ». Les députés y ont discuté de la paix et de la sécurité sur le conti-

nent ainsi que du rôle et de l'impact des missions d'observation des élections de l'UA, entre autres.

Né au Ghana en 1938, Kofi Annan a été le septième secrétaire général de l'ONU, de 1997 à 2006.

En tant que secrétaire général, l'une de ses principales priorités a été l'adoption d'un programme complet de réformes visant à apporter une nouvelle vitalité aux Nations unies et à rendre le système international plus efficace.

Kofi Annan a reçu en 2001 le prix Nobel de la paix, conjointement avec l'ONU.

INTÉGRATION RÉGIONALE

L'Éthiopie initie un programme de visa à l'arrivée pour tous les Africains

Le ministère des Affaires étrangères du pays a annoncé, la semaine dernière, le lancement de services de visa à l'arrivée pour tous les ressortissants de pays africains.

Dans un communiqué de presse, le ministère des Affaires étrangères a affirmé que le gouvernement éthiopien, sous la direction du Premier ministre, Abiy Ahmed, travaillait à l'établissement d'une Afrique pacifique et intégrée. « Le programme des services de visa à l'arrivée pour tous les ressortissants africains a été lancé dans la perspective de réaliser la vision de nos pères fondateurs d'une Afrique pacifique et intégrée, où les esprits, les idées et les marchés sont ouverts au commerce », indique ce communiqué.

« L'émission de visas à l'arrivée pour nos frères africains

démontrera clairement notre engagement envers les idéaux

« L'émission de visas à l'arrivée pour nos frères africains démontrera clairement notre engagement envers les idéaux de libre circulation des personnes sur tout le continent et envers le programme d'intégration, qui sont également inscrits comme objectifs de l'organisation continentale »

de libre circulation des personnes sur tout le continent et envers le programme d'intégration, qui sont également inscrits comme objectifs de l'organisation continentale », indique également le texte, en référence à l'Union africaine (UA).

Ce pays d'Afrique de l'est, siège de l'UA, espère que cette décision contribuera à l'initiative de l'organisation panafricaine sur la libre circulation des personnes. L'UA a appelé tous les pays africains à émettre des visas à l'arrivée pour 2023.

L'Éthiopie espère également que l'initiative des visas à l'arrivée facilitera l'intégration de l'Afrique en portant la circulation des touristes à un niveau supérieur et en favorisant le tourisme de conférence.

BURUNDI

Les militaires s'engagent à reboiser le pays

Après des crises cycliques politico-sécuritaires qu'a connues le pays et qui ont entraîné la déforestation, l'armée a réitéré, la semaine dernière, son engagement à tout faire pour le reboiser.

C'est le colonel Gaspard Baratuza, commandant de l'Institut supérieur des cadres militaires (Iscam), qui l'a indiqué au cours de la cérémonie d'ouverture de la semaine scientifique, culturelle et sportive de cet institut sur le thème « Force de défense nationale du Burundi : une armée professionnelle, responsable du patrimoine national, gage de développement durable pour notre pays ». « Pendant les crises cycliques qu'a connues le pays, les militaires éparpillés partout dans le pays ont contribué directement ou indirectement à la destruction de l'environnement par des coupures de bois de chauffe sans planter d'autres à l'époque pour les remplacer. Aujourd'hui où il y a la paix qui règne, les militaires sont conscients qu'il faut reboiser. On va faire tout ce qui est possible pour que le Burundi retrouve sa beauté ancienne avec le reboisement », a signifié le colonel Gaspard Baratuza dans les enceintes de l'Iscam.

Il a fait savoir que les soldats vont reboiser partout où c'est possible et qu'ils le feront avec la population et les ministères ayant l'environnement, la sécurité et l'administration territoriale dans leurs attributions respectives.

Le commandant de l'Iscam a ajouté que tout cela se fera dans le cadre du projet « Ewe Burundi Urambaye » (littéralement Burundi bien habillé), un projet de reboisement national de sept ans dont les idées premières ont émergé à partir de l'Iscam et qui ont reçu après l'adhésion du cabinet de la présidence de la République du Burundi. « On a déjà été informé que si on ne fait rien, d'ici très peu d'années, on risque de tomber dans le piège que des autres super nations connaissent aujourd'hui parce qu'elles n'ont pas fait attention à la protection de l'environnement. C'est pourquoi les militaires burundais ont pris les devants dans cette lutte pour la protection de l'environnement », a conclu le colonel Baratuza.

OUGANDA

Les travailleurs de santé vaccinés contre le virus Ebola

Une campagne de vaccination a débuté hier dans le pays, ciblant le personnel de santé de première ligne dans les districts exposés à un risque élevé, frontaliers de la République démocratique du Congo (RDC), où un foyer de la maladie s'est déclaré.

La ministre de la Santé, Jane Ruth Aceng, a déclaré aux journalistes, le 2 novembre à Kampala, capitale du pays, qu'avec le soutien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Ouganda s'était procuré plus de deux mille cents doses de vaccin rVSV-ZEBOV contre l'Ébola, et que des doses supplémentaires avaient été commandées.

Environ trois mille travailleurs de santé de première ligne dans les cinq districts à risque élevé de

Kabarole, Bunyangabo, Kasese, Bundibugyo et Ntoroko, frontaliers de la RDC, sont concernés par cette campagne.

« Nos travailleurs de santé sont la population exposée au risque le plus élevé face à Ebola », a fait savoir Jane Ruth Aceng, en compagnie de responsables de l'OMS. Les activités de prévention et de réponse battent leur plein en Ouganda, bien qu'il n'y ait pas à ce jour d'épidémie déclarée dans ce pays, a-t-elle indiqué.

Yonas Tegegn Woldemariam, représentant national de l'OMS en Ouganda, a souligné que le vaccin était sûr, comme l'a prouvé son utilisation par le passé en Guinée, en Sierra Leone et en RDC.

Le virus Ebola est hautement contagieux et peut causer toute une série de symptômes comprenant fièvre, vomissement, diarrhée, douleur généralisée ou malaise et dans de nombreux cas, hémorragie interne et externe. Selon les statistiques de l'OMS, Ebola affiche un taux de létalité extrêmement élevé, pouvant aller de 50% à 89% chez l'homme, selon la souche.

MAROC

Plus d'un kilogramme de cocaïne extrait de l'estomac d'une Guinéenne

Un total de 1,475 kg de cocaïne, contenu dans soixante-quinze capsules, a été extrait de l'estomac d'une ressortissante guinéenne au Centre hospitalier universitaire Ibn Rochd, dans la ville marocaine de Casablanca, a-t-on appris, le 1^{er} novembre, d'une source de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) du Maroc.

Les services de police de l'aéroport international Mohammed V de Casablanca ont interpellé la personne en question à son arrivée, le 29 octobre, à bord d'un vol en provenance de l'aéroport de Sao Paulo (Brésil), en possession de cinq capsules de cocaïne, a précisé la DGSN dans un communiqué, faisant savoir que la mise en cause a été soumise à un examen radiologique qui a révélé l'existence dans son estomac de capsules soupçonnées de contenir de la cocaïne.

Après l'extraction des capsules et la stabilisation de son état de santé, la ressortissante guinéenne a été placée en garde à vue à la disposition de l'enquête menée sous la supervision du parquet, selon la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts intenses déployés par les services de la DGSN pour lutter contre le trafic international de drogue et de psychotropes, conclut la source.

DÉVELOPPEMENT

Tibor P. Nagy Jr estime que l'avenir appartient à l'Afrique

Le secrétaire d'État adjoint pour le Bureau des affaires africaines était en visite de travail en Afrique, pour approfondir et élargir les relations entre les États-Unis et le Togo, la Guinée, le Mali et le Nigeria.

Au cours de son périple, Tibor P. Nagy a rencontré les membres de gouvernement, le monde des affaires et la société civile pour les éclairer sur quatre thèmes. Le premier a concerné la promotion de relations économiques et commerciales entre les États-Unis et l'Afrique. Ce thème vise à uniformiser les règles du jeu à travers les marchés africains pour les entreprises, notamment la primauté du droit, la transparence, le recours à des investisseurs et la lutte contre la corruption.

La mobilisation en faveur du potentiel de la jeunesse africaine en tant que force d'ingéniosité et de prospérité économiques a été le deuxième thème. Tibor P. Nagy a évoqué un « tsunami » démographique en préparation sur le continent africain entre maintenant et 2050, quand la population aura doublé, passant à plus de deux milliards d'habitants, avec un pourcentage de jeunes africains âgés de moins de 25 ans dépassant les 75%. Des millions d'Africains, branchés et connectés via les réseaux sociaux, tout autant que leurs homologues du reste du monde, auront des aspirations élevées en matière d'emploi et de qualité de vie améliorée – en fait comme tous les

jeunes à travers le monde, a-t-il rappelé.

En troisième lieu, il a évoqué l'avancée de la paix et la sécurité à travers des partenariats et des mécanismes régionaux. « Les défis transnationaux du terrorisme et de l'extrémisme dans le Sahel, le nord du Nigeria, la Somalie et maintenant l'Afrique centrale, ainsi que l'essor de Boko Haram, d'Aqmi, de Daech Afrique de l'ouest et d'Al-Shabab exigent de nouvelles approches régionales déterminées pour contrer ces groupes », a-t-il souligné.

L'engagement « inébranlable » des États-Unis envers l'Afrique a constitué le dernier thème. Tibor P. Nagy a cité, entre autres, la lutte contre le sida, le « Power Africa », en passant par la loi Agoa, le « Feed the future », l'Initiative pour les jeunes leaders africains (Yali), pour augmenter la durée de vie, ouvrir les marchés aux exportateurs africains, la promotion de la démocratie et les droits de l'homme... Tibor P. Nagy s'est réjoui du fait que les dirigeants africains commencent à comprendre que créer des emplois intéressants et durables pour leurs jeunes est le défi le plus important auquel ils sont confrontés, a-t-il dit. Il s'est engagé à aider l'Afrique, en matière de développement et de renforcement des institutions démocratiques et de création d'un environnement d'affaires attirant des investissements du secteur privé.

Noël Ndong



AVIS DE LOCATION IMMOBILIERE

Louez vos appartements meublés, vos bureaux et vos espaces commerciaux, au Mikhael's Hotel & Residence, sis 67, avenue Nelson-Mandela, centre-ville. Pour tous renseignements, prière de contacter les numéros ci-après :

• 05 366 66 16

• 06 466 66 21

REMERCIEMENTS



La famille Sandé, conjoints, enfants et les parents des villages : Ambombongo, Ngania Ossebi, Abatsambé et Pounamoué, dans le district d'Ollombo, vous remercient pour toutes vos marques d'affection à leur égard, votre soutien et toutes formes de contributions qui leur ont permis de rendre un hommage mérité à leur bien-aimé et regretté Sande Nde, porté en terre, le mercredi 10 octobre 2018, au village d'Ambombongo, dans le district d'Ollombo.

Que Dieu vous bénisse !

NÉCROLOGIE

Les familles Okognia Mvouma, Okombi, Ngala Atongui, M. Marien Ossiété, Mme Nadine Ingoba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, oncle et grand-père, Albert Mvouma, survenu le 27 octobre à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Massengo (arrêt marché, derrière l'école Melichanvie).

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



Le bureau de la coordination interafricaine du Réseau développement humain durable (RDHD) a la profonde douleur d'annoncer aux membres, amis et partenaires, le décès tragique de Me B. Bahka, secrétaire au développement durable du bureau du RDHD, le 30 octobre et inhumé le 3 novembre 2018 à Pointe-Noire.

Que tous ceux qui l'ont connu aient une pensée pieuse pour lui.

Et que son âme repose en paix.

La coordination du RDHD

Siège social Pointe-Noire.



Vianey Malonga, agent des Dépêches de Brazzaville, (Joséphine, Odile et Nella) Andengué, Dary Joslin Kaba Atarabounou, Adé Yannick Atarabounou et familles ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, oncle et frère, Copel Saturnin Andengué, survenu le 29 octobre à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 107 de la rue Moussana à Ouenzé.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.





Fondation ODZALA-KOKOUA
www.african-parks.org

APPEL A CANDIDATURE

Le Parc National d'Odzala-Kokoua recherche une personne compétente et qualifiée pour le poste de caissier (e)

Lieu d'affectation : Quartier général du Parc National d'Odzala-Kokoua à Mbomo

Responsabilités
Ce poste inclut les activités ci-dessous :

- Effectuer les paiements et versements dans la caisse
- Tenir le livre de caisse à jour
- Effectuer l'encodage des pièces comptables,
- Effectuer des inventaires de la caisse hebdomadaires et mensuels
- S'assurer la qualité et l'exhaustivité des pièces comptables supportant les mouvements de caisse
- Effectuer la classification et l'archivage des pièces comptables.
- Faire les demandes d'approvisionnement de la caisse au RAF.
- Exécuter toutes autres tâches raisonnablement associées, mais ne figurant pas dans la présente description de tâches lorsqu'elles sont attribuées par le superviseur ou tout autre membre de l'équipe de coordination.
- S'assurer que le journal de caisse du caissier est correct (encodage, montant, contrôle des soldes...)

Formation requise ou souhaitée :






- Expérience d'au moins 3 ans à un poste similaire avec références
- Connaissances de l'outil informatique (Word, Excel, Outlook)
- Maîtrise d'un logiciel de comptabilité (Sage Pastel de préférence)
- Être rigoureux dans l'application des procédures et dans ses comptes
- Maîtrise de la langue française

Dossiers de candidatures :

- Lettre de motivation ;
- CV détaillé ;

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés à l'adresse e-mail pnok@africanparks.org, en indiquant la référence « 2018/ADMIN » en sujet de l'email ou déposé au bureau de la fondation.

La date limite de dépôt de candidature est fixée au 23 novembre 2018.

Administrateurs: Pao BOCKANDZA Michel Baudouin, Paul Telfer, Bourges Dioni Diimbi, Gilles Desesouelles, Jean Louis Missambo, Pascal

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Allemagne, 12^e journée, 2^e division

Sans Sylver Ganvoula (opéré du bas-ventre, il sera absent au moins quinze jours), Bochum fait match nul 2-2 à Greuther Fürth. Et se classe 7^e à trois longueurs de son adversaire du jour.

Allemagne, 16^e journée, 4^e division, groupe Ouest

Sans Exaucé Andzouana, absent du groupe, Lipptstadt s'incline à Rot-Weis Oberhausen (1-3).

Angleterre, 11^e journée, 1^{re} division

Deuxième titularisation et première passe décisive pour le jeune Grady Diangana, qui participe au succès de West Ham face à Burnley (4-2). Le jeune ailier droit de 20 ans a offert le but du 2-1 à Felipe Anderson (68^e mn). Remplacé à la 86^e à 3-2.

Angleterre, 17^e journée, 3^e division

Mark Howard blessé, Christoffer Mafoumbi était titulaire pour la réception de Bristol. Pour sa première en championnat cette saison, le gardien international a encaissé trois buts. Une sortie frustrante pour l'international congolais, décisif en première période à l'image de cet arrêt face à Sercombe à la 24^e mn. Au retour des vestiaires, il touche le ballon mais ne peut empêcher le but de Clarke (48^e mn). Et en encaissera deux autres en fin de rencontre.

Mardi soir, il devrait enchaîner une deuxième rencontre lors du match en retard à Gillingham. Accrington prend un point à Coventry (1-1). Avec le 4^e but de la saison d'Offrande Zanzala. Aligné au coup d'envoi, le Brazzavillois a ouvert le score à la 58^e mn. Remplacé à la 94^e.

Angleterre, 17^e journée, 4^e division

Oldham chute à Stevenage (2-3). Avec Christopher Missilou titulaire à la récupération.

Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie et Espagne Azerbaïdjan, 10^e journée, 1^{re} division

Après un mois sans la moindre victoire (quatre défaites et un nul toutes compétitions confondues), Qarabag remporte enfin un match. Le champion en titre bat Sumqayit 2-0 avec un but de Dzon Delarge : titulaire, l'international congolais effectue un appel à la limite de son camp. Servi par son gardien, il résiste au retour de son défenseur et trompe le gardien adverse du gauche (2-0, 56^e). Remplacé à la 72^e, il marque ainsi son 2^e but de la saison en championnat. Belgique, 14^e journée, 1^{re} division Charleroi perd à Ostende (1-2). Sans Francis N'Ganga et Messie Biatoumoussoka, absents du groupe.

Belgique, 13^e journée,**2^e division**

Roulers s'incline à Wilrijk (1-2). Sous les yeux de Maël Lépicié, resté sur le banc des remplaçants. Le gaucher est de retour dans le groupe après plusieurs semaines d'absence (pied cassé).

Bulgarie, 14^e journée, 1^{re} division

Mauvais après-midi pour le Cherno More d'Hugo Konongo, battu chez le Botev Vrasta (1-2). Titulaire, le latéral gauche se livre au duel face à Stoev, qui glisse intelligemment le ballon à Nenov (1-0, 60^e). Quatre minutes plus tard, un faux rebond prive Konongo du cuir et profite à Nenov qui adresse un centre parfait pour le 2-0. Un match à oublier pour l'ancien joueur de Clermont.

Espagne, 11^e journée, 1^{re} division

Très bonne opération de Girona qui prend les 3 points à Valencia (1-0). Avec Yhoan Andzouana, resté sur le banc, mais appelé pour la première fois dans le groupe pro en Liga, quelques jours après sa titularisation en Coupe du Roi. Avec 16 points, les Catalans sont 7^e.

Belgique et Turquie Belgique, 14^e journée, 1^{re} division

Zulte-Waregem ne parvient pas à confirmer sa victoire de jeudi (contre le Standard) et s'incline à Saint-Trond (1-2). Marvin Baudry, titulaire, et ses coéquipiers avaient pourtant ouvert le score à la 29^e mn. Réduits à dix à la 75^e, ils ont cédé aux 61^e et 85^e mn. Et restent englués en bas de tableau (16^e et derniers avec neuf points).

Belgique, 13^e journée, 2^e division

L'Union-Saint-Gilloise et Lom-



Avec deux passes décisives, Thievy Bifouma a contribué au succès d'Ankaragücü face à Kayserispor (DR)

mel se séparent sur un score de parité (1-1). Sans Niels Bouekou dans les rangs bruxellois mais avec Scott Bitsindou titulaire à Lommel.

Turquie, 11^e journée, 1^{re} division

Thievy Bifouma était titulaire sur le côté gauche de l'attaque d'Ankaragücü face à Kayserispor. L'international congolais a délivré deux passes décisives, contribuant au succès de son équipe (3-1). A la 15^e mn, il récupère le ballon dans son camp et remonte le cuir aux abords de la surface adverse. Entre quatre défenseurs, il enchaîne passements de jambes et centre du droit pour El Kabir qui expédie une volée dans le petit filet opposé. En seconde période, il déborde en force le long de la ligne de touche et centre fort, en retrait, sur la tête de Kanatsizkus (63^e mn).

Un succès qui permet au MKE de remonter à la 4^e place.

Ecosse, Espagne et Israël**Ecosse, 12^e journée, 1^{re} division**

Le leader, Heart of Midlothian, se déplaçait chez son dauphin et champion sortant, le Celtic. Le club de Glasgow l'a largement emporté (5-0) balayant Clevid Dikamona, titulaire, et ses coéquipiers. Qui ne comptent plus qu'un point d'avance sur les « Bhoys » de Glasgow.

Toujours privé de Kharl Madianga, le FC Dundee chute à Motherwell. Et reste lanterne rouge avec trois points.

Ecosse, 12^e journée, 2^e division

Dundee United bat Queen of the South (2-0). Sans Yannick Loemba, resté sur le banc.

Espagne, 12^e journée, 2^e division

Sans Merveil Ndockyt, grippé, Majorque prend un point à Oviedo (1-1). Et reste en course pour les play-offs (7^e avec dix-sept points).

Espagne, 11^e journée, 3^e division, groupe 3

Peralada est tenu en échec à domicile par Cornella (2-2). Sur le banc de l'équipe première la veille, Yhoan Andzouana est entré à la 65^e mn avec la réserve, 19^e et avant-dernière du classement.

Espagne, 11^e journée, 3^e division, groupe 4

En déplacement à Ibiza, Linense prend un point (0-0). Avec Baron Kibamba titulaire en défense centrale.

Israël, 9^e journée, 1^{re} division

Et de six pour Mavis Tchibota qui ouvre le score pour le Bnei Yehuda. Son équipe, 3^e du classement, bat l'Hapoel Hadera (2-0) et l'international congolais prend la tête du classement des buteurs.

Israël, 11^e journée, 2^e division

Pourtant réduits à dix à la 39^e mn, Romaric Etou et le Beitar Tel Aviv l'emportent 2-0 contre

le Sektzia Nes Tziona. Le Beitar est 8^e avec treize points.

Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse**Pays-Bas, 12^e journée, 2^e division**

Cambuur bat les Jong Ajax (équipe réserve de l'Ajax) sur le score de 2-1. Sans David Sambissa, blessé. Cambuur est 8^e avec 11 pts.

Portugal, 8^e journée, 2^e division

Le Sporting Covilha de Gaius Makouta l'emporte face à l'UD Oliveirense (1-0). Avec seulement 8 pts, le Sporting est 14^e sur dix-huit.

Roumanie, 14^e journée, 1^{re} division

Hermannstadt l'emporte à Seps (3-1). Avec un but de Juhvel Tsoumou à la 56^e mn (sur une grosse erreur du gardien adverse). Son quatrième but de la saison en douze matchs (six titularisations).

Dylan Bahamboula est resté sur le banc lors de la défaite de l'Astra Giurgiu sur le terrain du Steaua Bucarest (0-1).

Suède, 29^e et avant-dernière journée, 3^e division, groupe Nord

Vasteras est sacré champion à une journée de la fin après sa victoire sur le terrain d'Akropolis (1-0). Pour ce succès, Ravy Tsouka Dozi faisait son retour dans le onze de départ. Le défenseur de 23 ans a joué dix-neuf matchs comme titulaire pour huit avertissements (treize victoires, quatre défaites et deux nuls). Le Congolais et ses coéquipiers évolueront en 2^e division suédoise la saison prochaine (reprise attendue vers mars 2019).

Suisse, 13^e journée, 2^e division

Lausanne chute à domicile face à Vaduz (1-2). Avec Igor Nganga titulaire. Le LS descend à la 4^e place.



Deuxième but de la saison en championnat pour Dzon Delarge (DR)

PRÉSIDENTIELLE

L'opposition se concerte pour désigner son candidat commun

Jean-Pierre Bemba, Félix Tshisekedi, Vital Kamerhe, Moïse Katumbi, Adolphe Muzito, Martin Fayulu et Freddy Matungulu vont prendre part à l'importante réunion censée déboucher sur la désignation du candidat unique censé porter l'étendard de leur famille politique au challenge du 23 décembre.



Vital Kamerhe



Félix Tshisekedi

À moins de cinquante jours des élections générales et à moins de trente jours de la campagne électorale, les opposants veulent aller vite. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la réunion que les leaders de l'opposition projettent de tenir en Suisse, du 7 au 10 novembre, avec pour enjeu majeur la désignation de leur candidat unique à la magistrature suprême. Cette réunion fait suite à la précédente organisée en Afrique du Sud, au cours de laquelle il a été convenu que ce candidat unique soit désigné avant le 15 novembre.

Sept opposants ayant souscrit à la présidentielle vont prendre part à cette importante rencontre, apprend-on des sources proches de l'organisation. Il s'agit de Jean-Pierre Bemba du Mouvement de libération du Congo, Félix Tshisekedi de l'Union pour la démocratie et le progrès social, Vital Kamerhe de l'Union pour la nation congolaise, Moïse Katumbi (leader de la plate-forme Ensemble), Adolphe Muzito (leader de la plate-forme Nouvel élan), Martin Fayulu de l'Engagement pour la citoyenneté et le développement et de Freddy Matungulu, leader de Congo Na Biso. Ces sept dirigeants auront la charge de choisir,

parmi ceux qui sont retenus pour participer à l'élection présidentielle, celui qui incarnera le mieux leurs aspirations. Il va de soi que Vital Kamerhe et Félix Tshisekedi partent favoris pour être investis par leurs pairs après les exclusions de Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi. Mais les choses ne seront pas aussi simples, eu égard non seulement aux critères édictés mais aussi aux égo surdimensionnés de l'un et l'autre, obligés dorénavant de se faire des concessions mutuelles pour faciliter le consensus. Cependant, à en croire le secrétaire général de la plate-forme « Ensemble », Delly Sessanga, « les discussions et les tractations sont suffisamment avancées pour maximiser les chances de l'opposition à gagner la bataille de l'alternance au scrutin du 23 décembre ». Il a souligné que l'oiseau rare attendu pour concourir à la présidentielle sortira parmi les quatre des familles politiques de l'opposition restés en lice. Au-delà de la désignation d'un candidat commun, encore faudra-t-il que les autres candidats s'investissent corps et âme dans la campagne électorale pour le faire triompher en mutualisant les moyens logistiques et financiers disponibles.

Alain Diao

HAUT KATANGA

Le déploiement du matériel électoral se poursuit

Arrivé à Lubumbashi le 1er novembre, le vice-président de la Céni, Norbert Basengezi, a vite sensibilisé la population de la province à l'état d'avancement du processus électoral en cours, a-t-on appris de cette institution.



Arrivée de Norbert Basengezi dans le Haut-Katanga

Norbert Basengezi s'est rendu directement au hub principal de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), situé à l'aéroport de la Luano, pour voir comment s'effectue le déchargement des kits des bureaux de vote destinés aux provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Haut-Katanga et du Tanganyika. Dans la matinée du 2 novembre, il a visité les trains qui transportent ces kits. Au total, seize wagons dont onze en chargement sur les quais de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Ils contiennent des isolements, des kits des bureaux de vote et de l'encre indélébile.

En provenance de Dar es Salam en Tanzanie, ce matériel de vote sera déployé dans les provinces du Kasai Central, du Sankuru, de Lualaba et du Haut Lomami. Douze hubs secondaires sont concernés pour le déchargement, à savoir Kamina, Kabongo, Kolwezi, Mutshatsha, Kasaji, Sandoa, Kapanga, Dilolo, Lubudi, Kisenge, Kananga et Lodja.

Enfin, Norbert Basengezi a tenu une réunion opérationnelle et technique avec le directeur général de la SNCC, Ilunga Ilunkamba, sur l'évacuation à destination de ce matériel de vote.

A.D.

La présence des animateurs des institutions fait polémique

Depuis la publication, samedi, de la liste des membres faisant partie de l'équipe de campagne du candidat du Front commun pour le Congo (FCC) à la présidentielle, le microcosme politique est en ébullition. Plusieurs personnalités citées ont, quelques heures après, renié leur présence dans cette structure, arguant n'avoir pas été consultés.

Alors que la plupart des personnes ont plutôt bien accueilli leur désignation dans l'équipe devant accompagner Emmanuel Shadary pour conquérir la magistrature suprême, certaines l'ont considérée comme un discrédit par rapport à leur personnalité, tenant à préserver leur indépendance d'esprit dans le jeu élec-

toral. L'on assiste, depuis lors, à une série de mises au point de la part des concernées pour démentir ce fait. C'est notamment le cas du président de l'Union nationale de la presse du Congo, Kasonga Tshilunde, qui a vite crié au scandale. Tout en affirmant n'avoir pas été consulté et n'appartenir à aucune équipe de campagne, il a fait savoir que son statut professionnel ne le prédispose pas à travailler pour un quelconque candidat à la présidentielle. Désigné, bien malgré lui, membre de la cellule chargée de lobbying dirigée par le Pr Elikia Mbokolo, il n'est pas prêt à assumer une telle charge.

Même son de cloche du côté d'Albert Kankienza Muana Mboo, représentant légal de l'église Foi abondante, qui dément toute appartenance à l'équipe de campagne du candidat du FCC. « Je ne suis ni de près ni de

loin membre du FCC. Je n'ai qu'une seule couleur, c'est celle d'un enfant de Dieu et de serviteur de Dieu », a-t-il réagi sur sa page officielle Facebook. L'autre démenti est venu de Florent Ibenge, le sélectionneur national des Léopards et entraîneur principal de l'As V.Club. Il s'est dit surpris par sa désignation comme membre de la cellule de sports de l'équipe de campagne d'Emmanuel Ramazani Shadary. « Je ne suis au courant de rien », avait-il répondu aux journalistes qui tenaient de lui tirer le vers du nez.

La majorité présidentielle imperturbable

Au-delà des démentis qui se succèdent, la présence des officiels en fonction dans cette équipe de campagne est sujette à polémique. D'aucuns, à l'instar de Tryphon Kin-Kiey Mulumba (candidat à la présiden-

tielle), s'insurgent contre le fait que des ministres en fonction se mettent au service d'un candidat, à l'instar du ministre de la Défense et de celui de l'Intérieur qui, paradoxalement, « sont parties prenantes au niveau de la Céni et sécurisent le processus électoral ». Ils ne trouvent pas normal que ces membres du gouvernement soient au contrôle de la campagne électorale d'un individu et s'identifient à un camp politique, alors qu'ils sont censés être au-dessus de la mêlée eu égard aux charges d'intérêt national qu'ils assument.

Du côté de la majorité présidentielle, cette observation est loin de préoccuper les esprits. Ici, on se félicite des choix opérés par Ramazani Shadary qui s'est entouré « des Congolais forts et talentueux dans différents secteurs ». Pour Thierry Monsenepwo, un des communicateurs de cette fa-

mille politique, il n'y a pas d'incompatibilité. « Ce que la loi n'interdit pas, personne ne peut le faire en lieu et place (...) Aucun texte légal n'interdit à un ministre de participer à la campagne d'un candidat président de la République », a-t-il argumenté. Enfin, au niveau de l'opposition, l'on tourne en dérision cette tendance du FCC à vouloir incorporer en sein les Congolais de tout bord. Elle s'insurge contre ce qu'elle qualifie de « mélange de genre entre l'État et un fait privé » et perçoit dans cette démarche « un signe de détresse dans le chef d'un camp politique aux abois ». L'opposition exige dorénavant la démission des ministres et des directeurs généraux des entreprises publiques ainsi que d'autres officiels constituant l'équipe de campagne du candidat FCC à la présidentielle.

A.D.

EQUIPE DE CAMPAGNE D'EMMANUEL SHADARY

Alphonse Makiese Mwimba Texas se dit surpris de se retrouver dans la liste

Le catcheur albinos et président de la Fondation éponyme a réagi négativement à sa nomination dans l'équipe de campagne du candidat du Front commun pour le Congo (FCC), s'estimant « plus à l'aise dans le sport et dans l'humanitaire qu'en politique ».

Surpris par les appels et la publication dans la presse de la composition de l'équipe de campagne du candidat du FCC à la présidentielle, Emmanuel Shadary, dans laquelle son nom se retrouve au poste de rapporteur de la cellule chargée des personnes vulnérables et personnes vivant avec handicap, Alphonse Makiese Mwimba Texas s'est dit non concerné par cette responsabilité. Il a dit, en effet, ne pas avoir été préalablement consulté, sinon il aurait décliné cette offre. « S'il faut me confier une responsabilité dans le sens de la prise en charge ou de la protection des personnes vulnérables, là je serai d'accord parce que je



Distribution des kits aux albinos, lors de la manifestation marquant les 20 ans de la Fondation Mwimba-Texas

le fais déjà, avec mes maigres moyens, sans soutien, depuis plus de vingt ans. Mais associer mon apostolat, ma passion avec la politique, cela n'est pas mon goût ni ma vision », a expliqué le catcheur albinos.

«Je sers le pays dans mon domaine»

Mwimba Texas refuse d'identifier son action à un regroupement politique, précisant qu'il sert à sa manière la nation. Si aujourd'hui la République démocratique

du Congo est reconnue à travers le monde comme un pays modèle en ce qui concerne la considération et l'intégration des personnes vivant avec albinisme, a-t-il affirmé, c'est grâce au travail qu'il a abattu de-

puis plus de vingt ans déjà. Il reconnaît, certes, l'apport de certaines personnalités dans l'accomplissement de la mission qu'il s'est assignée pour servir les personnes en difficulté, notamment ses frères albinos. Toutefois, indique sa personne et sa fondation veulent rester au milieu du village, en vue de servir tout le monde. « Je suis bien avec tout le monde. Et cela, pour le bien de la fondation et de toutes ces personnes qui recourent à elle ou qui veulent intervenir pour lui permettre de remplir sa mission. Par rapport à cette position, cette tâche au sein de l'équipe de campagne du candidat du FCC me mettrait dans une mauvaise posture par rapport à mon apostolat. Si j'avais été contacté avant, j'aurais argumenté dans ce sens et je pense que ceux à qui il avait été demandé de constituer cette équipe auraient compris mes préoccupations », a signifié le catcheur albinos.

Lucien Dianzenza

DÉTOURNEMENT DES DENIERS PUBLICS

Quatre cadres du port maritime de Matadi aux arrêts

Le directeur général des Ports maritimes, le directeur administratif et financier, l'inspecteur des avoirs financiers et le chef de service de trésorerie et planning ont été arrêtés, le 1er novembre, pour des présumés détournements, par les services du conseiller spécial du chef de l'État en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.

Après le coup de filet opéré récemment à Kinshasa, notamment à la Société commerciale des transports et ports où il a mis la main sur cinq cadres de cette entreprise publique présumés détournateurs des deniers publics en complicité avec deux éléments de la Banque commerciale du Congo, Luzolo Bambi poursuit sa traque contre les affameurs du peuple. Le conseiller spécial du chef de l'État en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme vient de mettre le cap sur la province du Kongo central. Ses services, qui ont eu vent de la magouille installée dans le port maritime de Matadi, ont décidé de descendre sur place pour investiguer et tirer les choses au clair. Ce qui a été fait. Après enquête sur les allégations de mégestion qui caractérise le port de Matadi, il a été établi que quatre membres du

staff dirigeant de cette entité publique sont trempés jusqu'au cou dans des combines mafieuses qui font perdre à l'État d'énormes recettes. Depuis le 1er novembre, les présumés voleurs sont aux arrêts avant d'être transférés au parquet général de Kinshasa/Matete. D'après le journal «Africa news» qui relaie la correspondance de transmission du dossier judiciaire de Luzolo Bambi adressée au procureur général, il s'agirait « de Dikenda Nzolameso, Dianzenza Mawangi, Thomas Betadi Kintomo et Jean-Pierre Fukiau Makabu, respectivement directeur général des Ports maritimes de Matadi, directeur administratif et financier, inspecteur des avoirs financiers et chef de service de trésorerie et planning ». Selon la même source, ces quatre hauts cadres seraient poursuivis pour des présumés détournements des deniers publics dont le montant se chiffrerait à plusieurs millions de dollars, infractions prévues et punies par les articles 145, 22 et 150 du code pénal congolais Livre II. Là où le bât blesse, c'est le fait que ces détournements sont opérés au mépris de l'intérêt des travailleurs qui accusent des arriérés de salaire depuis plus de quatorze mois.

Alain Diasso

EPIDÉMIE D'EBOLA

Des stratégies bientôt mises en place pour un bon déroulement des scrutins de décembre

Une commission spéciale de concertation entre la coordination de la riposte contre la maladie et la Commission électorale nationale indépendante (Céni) sera créée incessamment afin de coordonner les activités de surveillance épidémiologique autour des opérations électorales.



Séance du port des combinaisons de protection anti-Ebola lors de l'épidémie d'Isiro, Nord-est de la RDC (photo DR)

Au ministère de la Santé, l'on apprend que la survenue de l'épidémie d'Ebola n'entrave en rien la bonne tenue des élections. Les tractations sont en cours pour mettre en place des stratégies afin de permettre un bon déroulement des scrutins du 23 décembre. Il est prévu l'installation des postes de contrôle sanitaire avec des dispositifs de lavage de mains et de prise de température à l'entrée de tous les bureaux de vote dans les zones concernées par l'épidémie. Depuis le début de la maladie, le ministère de la Santé est en contact régulier avec la Céni pour la tenir informée de l'évolution de la situation. Le ministère ne s'attend pas à ce que l'évolution de la flambée épidémique actuelle

entrave le bon déroulement des opérations électorales dans les zones affectées des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. En effet, l'une des priorités du ministère étant de faire que les activités de riposte ne perturbent que de façon minimale le fonctionnement normal de la société. Ainsi, les marchés, les écoles et les lieux de culte sont restés ouverts en conformité avec ses recommandations.

Gratuité des soins

La gratuité des soins est effective dans toutes les aires de santé de Butembo, Katwa, Masereka et Kalunguta, depuis le 1er novembre. Mise en œuvre à travers le Projet de développement du système de santé, cette mesure vise à encourager la population

dans les zones touchées par l'épidémie à se rendre le plus rapidement possible dans les formations sanitaires publiques et privées qui répondent aux standards du ministère de la Santé. La gratuité des soins était déjà effective dans les zones de santé de Beni, Mabalako et Oicha depuis le 20 août dernier. À Beni, la gratuité était effective dans les aires de santé prioritaires ayant rapporté des cas confirmés d'Ebola mais elle sera prochainement étendue à l'ensemble des aires de santé de la zone de Beni. Rappelons que depuis le début de la vaccination, le 8 août, plus de vingt-cinq mille personnes ont été vaccinées dans les différentes zones de santé.

Blandine Lusimana

LINAFOOT/LIGUE 1

Mputu offre la victoire à Mazembe face à V.Club

Le classico était très attendu et a vécu. Un match à rebondissement entre le TP Mazembe et l'AS V.Club, le 4 novembre, dans un stade de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi, rempli comme un œuf. C'était en match en retard de la troisième journée de la 24e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

Trois buts à deux, c'est le score final de la rencontre en faveur des Corbeaux Lushois. Pour le match, les deux coaches, Pamphile Mihayo Kazembe et Florent Ibenge, ont aligné deux équipes rugueuses avec le but de l'emporter. Le gardien international ivoirien, Sylvain Gbohhou, a gardé les buts des Corbeaux, avec en défense Djos Issama Mpeko à droite, le Zambien Kabaso Chongo et Kevin Mondeko dans l'axe, et Jean Kasusula à gauche. Au milieu de terrain, l'Ivoirien Christian Koffi Kouamé s'est occupé de la récupération, avec à ses côtés Miché Mika. Trésor Mputu a été l'animateur de jeu derrière le trio de la ligne d'attaque avec Rainford Kalaba à gauche, Jackson Muleka (remplacé par Ushindi wa Kubanza à la 78e mn) dans l'axe et Meschak Elia à droite.



Trésor Mputu, le bourreau de V.Club, le 4 novembre à Lubumbashi, avec deux passes décisives et un but (photo tpmazembecom)

Du côté de V. Club, le Camerounais Nelson Lukong a été titulaire dans les perches, derrière une défense à plat avec Djuma Shabani à droite, Glody Ngonda à gauche, Padou Bompunga et Darles Kalonji dans la charnière centrale. Au milieu de terrain, on a noté la présence de Mukoko Tonombe, Fabrice Lwamba Ngoma, Wango (remplacé à la 69e mn par Ngudikama) et en attaque, Chadrac Muzungu

(remplacé à la 81e mn par César Manzoki), Jean-Marc Makusu (remplacé à la 64e mn par Jésus Moloko Ducapel) et Francis Kazadi Kasengu.

Et ce sont les Dauphins noirs de la capitale qui ont été les premiers à trouver la faille, sur une somptueuse frappe de plus de vingt-cinq mètres du milieu international Fabrice Lwamba Ngoma, à la 30e mn, que le portier Sylvain Gbohhou n'a pas pu

arrêter. Mais Jackson Muleka a égalisé pour Mazembe avant la fin de la première période, sur une remise de la tête de Trésor Mputu. C'est le quatrième but en trois rencontres de ce jeune attaquant international espoir. Mais V.Club, évoluant en contre, a doublé la mise à la 65e mn par Francis Kazadi, sur un contre favorable après une passe décisive de Fabrice Lwamba Ngoma, auteur d'une contre-attaque sur

le côté droit de Mazembe. C'est à ce moment que le club entraîné par Pamphile Mihayo Kazembe a véritablement haussé son niveau de jeu, face à un V.Club assez attentiste. Les joueurs d'expérience comme Djos Issama Mpeko, Jean Kasusula Kilicho, Trésor Mputu, Rainford Kalaba et Meschak Elia ont fait montre de détermination dans le jeu, assiégeant l'adversaire. À la 73e mn, c'est encore Trésor Mputu qui a décalé Rainford Kalaba. L'international zambien s'est présenté quasi seul face au gardien de but camerounais de V.Club, Nelson Lukong, avant de le battre. Après avoir délivré deux assists (passes décisives), Trésor Mputu, en métronome, a clos le débat avec le troisième but de la victoire de Mazembe, à la 83e mn, catapultant de la tête une balle qui traînait dans la surface de réparation des Moscovites. Un but qui pèse trois points en faveur des Corbeaux qui consolident leur leadership à la 24e édition de la Ligue, avec huit victoires en huit sorties, gardant leur invincibilité depuis le début du championnat. V.Club, pour sa part, piétine pour sa quatrième sortie après trois victoires de suite.

Martin Engimo

Réactions de Florent Ibenge et de David Mwakasu

Entraîneur de V.Club, Florent Ibenge a dit sa satisfaction sur la qualité du jeu développé lors du match, regrettant cependant la défaite de son équipe qui disputera dans un avenir proche la finale de la 15e Coupe de la Confédération.

« Je disais hier qu'on allait avoir un match digne de la finale de la Ligue des champions. Je remercie le Tout-Puissant Mazembe et l'AS V.Club pour avoir fourni cette belle prestation. Le public dans le stade, c'est ce qu'on aime, un public qui a communiqué, qui a poussé son équipe, chacun à son tour. Au finish, on repart froid avec une superbe image du football congolais », a-t-il déclaré à la conférence de presse d'après-match. Il a ajouté : « Je crois que tous les amoureux du football doivent être ravis, à l'exception des compétiteurs que nous sommes. Car, au-delà du beau jeu, le résultat ne nous satisfait pas puisqu'on a perdu. Mais le championnat n'est pas fini pour nous. Nous avons encore notre destin en main et on espère continuer notre petit bonhomme de chemin ».

Dans un autre registre, Florent Ibenge a réagi par rapport à la présence de son nom parmi les



Florent Ibenge, entraîneur de V.Club

membres de l'équipe de campagne du candidat président de la République, Emmanuel Shadary, poulain du Front commun pour le Congo. « Je suis quand même un peu occupé pour l'instant. J'ai l'AS V.Club qui joue la finale de la Coupe de la Confédération. J'ai l'équipe nationale qui cherche la qualification pour le Cameroun. Ça fait beaucoup de choses sur lesquelles je dois me concentrer. Je n'ai manifestement pas

le temps de m'occuper d'autres choses. Je suis très flatté qu'on puisse penser à moi. J'ai été reçu par beaucoup de partis politiques qui m'ont proposé de m'engager dans la bataille électorale qui va arriver, je suis très enchanté par rapport à ça. Je remercie ces gens de penser que je suis capable de faire quelque chose pour le football congolais... », a-t-il déclaré en réponse à une question qui lui a été adressée à ce sujet.



David Mwakasu, entraîneur adjoint du TP Mazembe

Pour sa part, l'entraîneur adjoint de Mazembe, David Mwakasu, a indiqué que les deux buts encaissés par ses joueurs découlent d'un concours de circonstance sur le terrain. « C'est un concours de circonstances sur le terrain mais surtout l'inattention. Un manque de concentration, parce que sur le plan stratégique et tactique, nous ne devrions pas encaisser ces deux buts que nous qualifions de 'bêtes' », a-t-il dit à la confé-

rence de presse d'après match. A propos de la prestation de Trésor Mputu et de Rainford Kalaba, il a confié : « Trésor Mputu est l'un de nos meilleurs joueurs parce que dans le football, c'est le collectif qui prime mais il est capable de faire la différence. Rainford Kalaba était énervé et surtout fatigué mais nous lui avons dit quelque chose qu'il devait faire mal à Nelson Lukong qui avait peur de lui ».

M.E.

INTERVIEW

Fathia Elaoui: « 80% de la migration est intra-africaine »

La rédactrice en chef de la deuxième radio nationale du Maroc, 2M, initiatrice du Réseau des femmes journalistes d'Afrique, a, à l'issue de la deuxième édition de leur forum organisé les 25, 26 et 27 octobre à Casablanca, insisté sur le rôle des médias de rétablir la vérité sur la migration africaine, thème principal de leurs assises. Au total, cinquante radios, seize agences de presse, trente-cinq télévisions, soixante supports de presses et vingt-quatre médias en ligne y ont été représentés.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Vous êtes l'initiatrice du Réseau des femmes journalistes d'Afrique, « les Panafricaines ». Pourquoi les Panafricaines? Fathia Elaoui (F.E.): Oui, je suis la rédactrice en chef principale. L'initiative est née d'une volonté au sein de mon groupe 2M dont dépend radio 2M. Nous souhaitons, en 2017, marquer la journée de la femme différemment. Nous souhaitons pour la première fois donner la parole à celles qui la donnent mais qui ne s'expriment jamais en leur propre nom, à savoir les journalistes, et ce fut un succès immédiat. Nous avons eu des dizaines de demandes d'adhésions. Nous nous sommes arrêtés au chiffre cent, parce qu'il était des plus symboliques. Cette rencontre nous a permis également de réaliser qu'avec nos consœurs du continent, nous avons les mêmes problématiques. Mais malheureusement, nous n'avons aucun échange. Pire encore, nous ne nous connaissons pas. C'est ainsi que le premier réseau des femmes journaliste d'Afrique a été lancé.

L.D.B.: La deuxième édition des Panafricaines a regroupé cette année plus de deux cents journalistes. Comment justifiez-vous cette mobilisation ?

F.E. : C'est incroyable, d'année en année, l'engouement des journalistes est plus fort. Deux cents journalistes des cinquante-quatre pays du continent, c'est inédit. Cette mobilisation prouve bien que nous sommes capables de changer les choses, de transmettre des messages forts. Nous avons épluché des dizaines de profils, lu des centaines d'articles, regardé des dizaines de sujets télévisés, pour avoir la



Fathia Elaoui/Adiac

crème journalistique sur le continent. Les femmes journalistes d'Afrique sont fortes, capables de nous apprendre beaucoup, de partager leurs expériences...

L.D.B. : Votre réseau, les Panafricaines, est devenu incontestablement le plus grand de la presse féminine africaine. Quel est votre secret et comment entendez-vous maintenir cette flamme ?

F.E. : Cette flamme qui nous anime toutes est tout d'abord celle de la passion de notre métier. C'est une flamme qui n'est pas prête de s'éteindre. Bien au contraire, elle a été ravivée à Casablanca. Ce sont des moments rares, parce que jamais les journalistes n'ont le temps. Nous sommes dans nos rédactions, sur le terrain, nous avons rarement l'occasion de réunir autant de consœurs dans un même lieu. Avec les Panafricaines, j'ai l'impression que tout devient possible.

L.D.B.: Deux jours durant, les Panafricaines ont échangé sur la question migratoire dans tous ses détours avec l'aide des experts en la matière. Avez-vous atteint vos attentes ?

F.E. : Nous avons un rôle crucial, celui de rétablir la vérité sur la migration africaine.

Nous ne pouvons plus laisser passer les messages mensongers sur la réalité. Oui, il y a des drames, des jeunes tentent, au péril de leur vie, la traversée vers les côtes européennes. Mais ce n'est pas la seule migration, ce ne sont pas les bons chiffres que nous lisons sur la presse. Il faut aujourd'hui casser les mythes, donner les bons chiffres. 80 % de la migration est intra-africaine, ça c'est la réalité. Sur cinq Africains qui migrent, quatre restent sur notre continent. Alors pourquoi certains médias parlent de déferlante migratoire ? Il n'y a que des médias africains qui peuvent rétablir la vérité. Il est temps de retrouver

les manches et de nous mettre au travail pour montrer le véritable visage de la migration. Nous sommes deux cents et je peux vous assurer que dans les prochains mois, les Panafricaines deviendront une véritable force de proposition. Nous avons, durant ce deuxième forum, étudié lors des ateliers six thématiques autour de la migration, la mobilité féminine, la jeunesse en errance, la sécurité alimentaire, la migration intra-africaine. Chaque atelier était en présence d'un expert, accompagnant pour éclairer les Panafricaines, leur parler de la réalité sur le terrain. Ces ateliers ont été d'une extrême richesse pour toutes.

L.D.B.: Fathia Elaoui, quelques jours après le lancement de votre réseau en 2017, vous tentiez en vain de mettre en place le bureau de votre organisation alors que tous les membres, à l'unanimité, vous proposaient à la présidence du réseau. Avez-vous enfin la réponse à cette préoccupation ?

F.E. : Vous avez raison. C'est aujourd'hui chose faite. Durant cette deuxième édition, nous nous sommes dotés des mécanismes adéquats pour nous structurer. Un comité de suivi de l'action que nous allons porter, un comité permanent qui sera la

cheville ouvrière des Panafricaines et enfin la plus haute instance, un comité des sages qui regroupe des femmes puissantes dans les médias, des directrices de chaînes de télévisions ou de radios, des directrices générales de l'information. Ces femmes vont non seulement nous guider mais aussi, avec leurs expériences respectives, nous ouvrir des portes inaccessibles. Je pense que vous voyez de quoi je parle. Nous voulons interpeller les politiques, les organisations internationales, nous voulons également sensibiliser l'opinion publique.

L.D.B. : Pouvez-vous dire que vous devez cette organisation à vos partenaires ?

F.E. : Faire venir des quatre coins de l'Afrique des journalistes a un coût très important, nous prenons entièrement en charge les Panafricaines. Donc, vous imaginez bien que c'est beaucoup d'argent. Nous avons la chance d'avoir une compagnie aérienne, la Royale Air Maroc (RAM), qui dessert une bonne majorité des pays. Dès la première édition, la RAM a cru en nous, au projet, et elle a pris en charge 80% des billets d'avion. Oui, je peux vous dire que sans elle, nous n'y serions pas arrivés. Cette année, d'autres partenaires nous ont rejoints, l'AMCI par exemple, l'Agence marocaine de coopération internationale. Plus de cent onze pays bénéficient des activités de l'AMCI avec une attention particulière pour l'Afrique où quarante-six pays sont concernés. Cette année, d'autres partenaires privés nous ont également rejoints, des partenaires qui veulent, tout comme nous, mettre en avant cette Afrique forte.

L.D.B. : Si on vous demandait de dire un dernier mot, ce serait lequel ?

F.E. : Ténacité. Il va falloir, à nous Panafricaines, beaucoup de ténacité, de persévérance, pour parvenir à faire entendre nos voix sur le continent mais aussi ailleurs. Et cette ténacité, je peux vous garantir que nous l'avons toutes. D'où, notre slogan qui est un vieux proverbe africain : « Seul, on va plus vite, ensemble, on va plus loin ». Mais vous qui m'interviewez, je compte bien sur vous aussi pour nous soutenir.

**Propos recueillis par
Charlem Léa Legnoki**

MUNICIPALITÉ

La mairie va lancer une opération de recouvrement des taxes

La campagne qui va s'étendre sur la période allant du 8 novembre au 31 décembre a pour objectif de renflouer les caisses municipales afin de financer le développement de la ville de Pointe-Noire.

La fiscalité locale est l'une des principales ressources de fonctionnement du budget de la mairie de Pointe-Noire. Dans son programme de développement urbain 2017-2022, le député-maire, Jean François Kando, a inscrit l'amélioration des recettes municipales parmi les priorités. En organisant la campagne de recouvrement des taxes municipales, le premier citoyen de la ville entend augmenter vraisemblablement les recettes municipales afin de financer le développement urbain de la commune. Mais avant toutes choses, Jean François Kando a tenu à rencontrer les membres de la commission de recouvrement des taxes municipales pour les conscientiser sur le travail à faire. « Nous avons, avec vous, un contrat de performance et une obligation de résultat. Vous savez que la mairie ne vit que de ses taxes. Donc, nous attendons



La mairie centrale/Adiac

de vous un travail bien fait et efficace qui fera de telle sorte que tout ce que nous allons encaisser puisse rentrer dans les caisses », a instruit Jean François Kando.

Le maire de Pointe-Noire a profité de cet instant pour marteler sur certains comportements déviants, qui constituent un frein au développement de la ville. Il a mis en garde tous les agents qui perçoivent des taxes auprès des commerçants dans les marchés et autres espaces commerciaux de la commune placée sous son autorité. « Celui qui sera attrapé dans une quelconque magouille, on lui fera un ordre de recette et sera traduit devant la commission de discipline pour qu'une sanction soit prise contre lui », a averti le député-maire.

Notons qu'une prime d'encouragement sera remise aux meilleurs agents de la commission de recouvrement des recettes à l'issue de cette opération.

Hugues Prosper Mabonzo

FOOTBALL

Jean Elie Ngoya sélectionneur des Diabes rouges U-23

Le Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fecofoot) a désigné le technicien congolais qui a fait carrière d'entraîneur en Belgique, notamment pour prendre en charge l'équipe nationale des moins de vingt-trois ans.

Jean Elie Ngoya, qui n'est plus à présenter au public sportif congolais, est désormais le sélectionneur des Diabes rouges U-23. Le choix porté sur lui a été officialisé, le 3 novembre, à l'issue d'une réunion du Comité exécutif de la Fecofoot tenue à Brazzaville. À dire vrai, Jean Elie Ngoya devrait être sur le banc de touche des Diabes rouges depuis longtemps mais les circonstances en ont décidé autrement. En 2010, le désormais sélectionneur des U-23 avait été nommé adjoint de Kamel Djabour, en équipe nationale A. Il avait décliné l'offre, refusant de secondier un entraîneur moins diplômé que lui. Après le départ de Claude Le Roy en 2015, Jean Elie Ngoya a été l'unique Congolais à avoir postulé pour succéder au technicien français. Le choix n'a pas été porté sur lui finalement. Cette fois-ci, la Fecofoot l'a désigné pour coacher les U-23. Les défis qui l'attendent sont énormes. Jean Elie Ngoya n'a pas été le seul nommé. Gaston Tsangana a été désigné directeur technique national et Badji Mombo Wantété, se-

crétaire général de la Fecofoot. Les deux ne sont pas novices à ces postes. Ils assument les mêmes fonctions depuis quelques années déjà. Par ailleurs, le coup d'envoi du Championnat national d'élite ligue 1, saison 2018-2019, sera donné le 8 décembre, à Dolisie. A cette occasion, la pelouse synthétique fraîchement installée au stade Denis-Sassou-N'Gusso sera inaugurée. Le championnat national ligue 2 est, quant à lui, arrêté. Le Comité exécutif de la Fecofoot a également planché sur les préparatifs du derby qui opposera les Diabes rouges du Congo aux Léopards de la République démocratique du Congo (RDC), à Brazzaville, dans le cadre de la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Cameroun 2019. « Toutes les conditions doivent être réunies pour que le match contre la RDC soit une victoire qui marquera un nouvel élan », a souligné Guy Blaise Mayolas, président de la Fecofoot, en réunion du comité exécutif.

Rominique Makaya



COMMERCE

Des consignes aux agents de contrôle à l'orée des fêtes de fin d'année

Le directeur général de la Concurrence et de la répression des fraudes commerciales, Philippe Nsondé-Mondzie, a appelé, le 5 novembre à Brazzaville, l'ensemble des collaborateurs en charge du contrôle et de la répression à veiller sur la qualité des produits mis sur le marché congolais, à quelques semaines des fêtes de fin d'année, période de grandes dérives commerciales.

La réunion à laquelle ont pris part le directeur départemental de Brazzaville, les directeurs centraux, chefs de brigade et l'ensemble des collaborateurs en charge de la répression, a permis de répreciser les procédures de travail telles que dictées par les différents textes législatifs et réglementaires. Mieux, elle a notamment attiré l'attention des collaborateurs sur l'intérêt d'engager tôt les contrôles commerciaux pour éviter que le marché soit infesté de produits impropres à la consommation.

Pour Philippe Nsondé-Mondzie, il s'agit « d'être proactif et non réactif » comme recommandé par le ministère de tutelle. « Il faut que nous anticipions sur ce qui peut arriver. Il ne faudrait pas attendre que des produits défectueux soient déjà consommés pour que nous agissions après », a-t-il martelé. « Vous êtes sans ignorer que le contrôle commercial constitue un filtre des aliments qui arrivent sur le marché, de tout ce qui arrive entre les mains du consumma-



Philippe Nsondé-Mondzie

teur », a soutenu Philippe Nsondé-Mondzie. Quelques notions de bonnes pratiques ont été rappelées sur place aux agents concernés. Il s'est agi, entre autres, des procédures de contrôle, de constatations et de qualification d'infraction, celles liées à la saisie de marchandises et à la fermeture d'un établissement.

Le directeur général de la Concurrence et de la répression des fraudes commerciales a, par ailleurs, insisté sur le comportement d'un agent en service. « On peut briller par un certain élan devant le commerçant. Il est nécessaire de rappeler à nos contrôleurs les règles de cour-

toisie tout en étant ferme et rigoureux dans son travail, dans le respect des partenaires », a-t-il indiqué.

Chaque fin d'année est une période très sensible en ce qui concerne le contrôle commercial, a expliqué Philippe Nsondé-Mondzie. Une période où la veille des produits sur le marché doit être corsée car, certains commerçants véreux profitent de glisser « des produits impropres à la consommation et de réaliser des transactions hors normes et hors limites ». La réunion se poursuivra avec, sans doute, les syndicats qui doivent logiquement emboîter le processus.

Quentin Loubou

DROITS DE L'HOMME

L'Unesco condamne les meurtres contre les professionnels des médias

La directrice générale de l'agence onusienne, Audrey Azoulay, a déploré l'assassinat des chevaliers de la plume, le 2 novembre, dans son message publié lors de la célébration de la Journée internationale contre l'impunité pour les crimes contre les journalistes.

Depuis 2006, a-t-elle expliqué, son institution a condamné les meurtres de mille dix journalistes. Neuf cas sur dix n'ont pas été portés malheureusement devant la justice.

L'édition 2017-2018 du rapport de l'Unesco sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression et de développement des médias, a-t-elle poursuivi, pointe une augmentation des attaques et du harcèlement à l'encontre des femmes journalistes, notamment les plates-formes en ligne.

A cet effet, a ajouté Audrey Azoulay, il est urgent de répondre aux menaces spécifiques qui pèsent ainsi sur les femmes journalistes et sur toute la profession. La lutte contre l'impunité est indissociable dans la défense des libertés fondamentales comme la liberté d'expression, la liberté de la presse et l'accès à l'information, a-t-elle souligné, martelant que ces libertés sont constructives de sociétés mieux informées, d'authentiques sociétés de la connaissance. Elles luttent contre tout ce qui les entrave et s'inscrivent dans la droite ligne de l'action globale pour un développement durable.

Notons que la Journée internationale contre l'impunité pour les crimes contre les journalistes a marqué également le lancement de la nouvelle campagne dénommée « Truth never dies », en vue de sensibiliser le public à l'impunité des crimes contre les journalistes.

L'objectif a été d'encourager la publication d'articles rédigés en hommage à des journalistes tués dans l'exercice de leur métier. « Il est de notre responsabilité de ne pas laisser impunis les crimes perpétrés contre les journalistes, de garantir à ceux-ci des conditions de travail sûres et propres à l'épanouissement d'une presse libre et pluraliste », a fait savoir Audrey Azoulay.

La journée vise également à évaluer les efforts déployés pour répondre aux problèmes de sécurité auxquels font face des journalistes dans leur travail d'investigation et de publication.

Lydie Gisèle Oko

CENTRAFRIQUE

Denis Sassou N'Gusso invité aux négociations de paix à Khartoum

Le ministre soudanais des Affaires étrangères, Ahmed Dirdheiry, a été reçu le 2 novembre à Oyo par le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, à qui il a remis l'invitation de son homologue Omar el-Béchir de participer aux négociations de paix en République centrafricaine (RCA) prévues dans la capitale du Soudan.

Selon le chef de la diplomatie soudanaise, il se tiendra le 15 novembre à Khartoum, à l'initiative du président Omar el-Béchir, une rencontre entre le gouvernement centrafricain et les rebelles en vue de conduire les négociations devant permettre de trouver une solution à la crise.

Pays d'Afrique centrale, la RCA connaît une situation sécuritaire et sociopolitique difficile depuis quelques années. Une partie du territoire du pays se trouve sous contrôle des mouvements rebelles.

La Rédaction